

RAPPORT DE L'ECRI SUR L'IRLANDE

(sixième cycle de monitoring)



Adopté le 1 juillet 2025

Publié le 28 octobre 2025

European Commission
against Racism and Intolerance

ECRI
Commission européenne
contre le racisme et l'intolérance

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	4
RÉSUMÉ	5
CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS	8
<i>I. ÉGALITÉ EFFECTIVE ET ACCÈS AUX DROITS.....</i>	8
A. ORGANISMES DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ	8
B. ÉDUCATION INCLUSIVE.....	9
C. PERSONNES MIGRANTES EN SITUATION IRREGULIERE	13
D. ÉGALITÉ DES PERSONNES LGBTI.....	14
<i>II. DISCOURS DE HAINE ET VIOLENCE MOTIVÉE PAR LA HAINE.....</i>	17
A. DISCOURS DE HAINE	17
B. VIOLENCE MOTIVÉE PAR LA HAINE.....	20
<i>III. INTÉGRATION ET INCLUSION.....</i>	23
A. PERSONNES MIGRANTES.....	23
B. COMMUNAUTÉS DES TRAVELLERS ET DES ROMS.....	27
<i>IV. THÈMES SPÉCIFIQUES À L'IRLANDE.....</i>	31
A. DISCRIMINATION, Y COMPRIS LE PROFILAGE RACIAL, DANS LES SERVICES DE POLICE.....	31
B. RACISME ET INTOLÉRANCE DANS LE DOMAINE DU SPORT	32
RECOMMANDATIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI INTERMÉDIAIRE.....	34
LISTE DES RECOMMANDATIONS	35
BIBLIOGRAPHIE	38
ANNEXE : POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT	46

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), mise en place par le Conseil de l'Europe, est une instance indépendante de monitoring dans le domaine des droits humains spécialisée dans les questions de lutte contre le racisme, la discrimination (au motif de la « race », de l'origine ethnique/nationale, de la couleur, de la citoyenneté, de la religion, de la langue, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre), la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance. Elle est composée de membres indépendants et impartiaux, désignés sur la base de leur autorité morale et de leur expertise reconnue dans le traitement des questions relatives au racisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme et à l'intolérance.

Dans le cadre de ses activités statutaires, l'ECRI mène des travaux de monitoring par pays, qui analysent la situation dans chacun des États membres du Conseil de l'Europe pour ce qui est du racisme et de l'intolérance et formule des suggestions et propositions pour le traitement des problèmes identifiés.

Le monitoring par pays de l'ECRI concerne l'ensemble des États membres, sur un pied d'égalité. Les travaux se déroulent suivant des cycles de 5 ans. Les rapports du premier cycle ont été achevés à la fin de 1998, ceux du deuxième cycle à la fin de 2002, ceux du troisième cycle à la fin de 2007, ceux du quatrième cycle au début de 2014 et ceux du cinquième cycle à la fin de 2019. Les travaux du sixième cycle ont débuté fin 2018.

Les méthodes de travail pour l'élaboration des rapports comprennent des analyses documentaires, une visite dans le pays concerné, puis un dialogue confidentiel avec les autorités nationales.

Les rapports de l'ECRI ne sont pas le résultat d'enquêtes ou de dépositions de témoins, mais d'analyses basées sur un grand nombre d'informations émanant de sources très variées. Les études documentaires reposent sur un nombre important de sources écrites nationales et internationales. La visite sur place permet de rencontrer les milieux directement concernés (gouvernementaux et non gouvernementaux) et de recueillir des informations détaillées. Le dialogue confidentiel avec les autorités nationales permet à celles-ci de fournir, si elles l'estiment nécessaire, des commentaires sur le projet de rapport en vue de corriger d'éventuelles erreurs factuelles qui pourraient être contenues dans le texte. À l'issue de ce dialogue, les autorités nationales peuvent, si elles le souhaitent, demander à ce que leurs points de vue soient reproduits en annexe au rapport définitif de l'ECRI.

Les rapports par pays du sixième cycle sont centrés sur trois thèmes communs à tous les États membres : (1) Égalité effective et accès aux droits, (2) Discours de haine et violence motivée par la haine, et (3) Intégration et inclusion, et sur un certain nombre de thèmes spécifiques à chacun d'entre eux.

Dans le cadre du sixième cycle, une mise en œuvre prioritaire est, à nouveau, requise pour deux recommandations spécifiques choisies parmi celles figurant dans le rapport. Au plus tard deux ans après la publication de ce rapport, l'ECRI mettra en œuvre un processus de suivi intermédiaire concernant ces deux recommandations.

Le rapport qui suit a été élaboré par l'ECRI sous sa seule et entière responsabilité. Sauf indication contraire expresse, il rend compte de la situation en date du 20 mars 2025. En principe, les développements intervenus après cette date ne sont donc pas couverts par l'analyse qui suit, ni pris en compte dans les conclusions et propositions qui y figurent.

RÉSUMÉ

Depuis l'adoption du cinquième rapport de l'ECRI sur l'Irlande, des progrès ont été accomplis et de bonnes pratiques ont été mises en place dans un certain nombre de domaines.

L'ECRI note avec satisfaction les efforts déployés pour soutenir le corps enseignant et les responsables d'établissements, notamment la formation sur la promotion d'une culture inclusive à l'école, ainsi que la mise en œuvre actuelle du plan d'action contre les brimades « Cineáltas : Action Plan on Bullying ».

En 2022, le ministre de la Justice a lancé le dispositif Undocumented Migrant Scheme, qui permettait aux personnes migrantes sans papiers ainsi qu'aux personnes à leur charge de demander une autorisation de séjour dans le pays et la régularisation de leur statut de résidence, si toutefois elles satisfaisaient à certains critères.

Dans le domaine de l'égalité des personnes LGBTI, un projet de stratégie nationale d'inclusion des LGBTQI+ (National LGBTQI+ Inclusion Strategy 2024-2028) a été remis au Cabinet du gouvernement irlandais pour approbation. Ce projet inclut un budget axé sur le soutien aux services LGBTQI+ et la création d'un comité de surveillance spécifique chargé de superviser la mise en œuvre de la stratégie.

L'ECRI salue les réalisations de la force de police nationale de l'Irlande, An Garda Síochána, qui a élaboré un processus de signalement de crimes de haine par des tiers (« Third-Party Referrals ») au nom des victimes et mis en place un mécanisme de signalement en ligne des crimes de haine pour les situations non urgentes. Elle considère en outre que son unité en charge des questions de diversité (Garda National Diversity Unit, GNDU), dont la mission consiste à assurer des services de police égaux aux personnes issues de minorités et affichant des origines diverses, et adaptés aux besoins de ces dernières, constitue une bonne pratique.

En mars 2023, le gouvernement a lancé son Plan d'action national contre le racisme (National Action Plan Against Racism, NAPAR) pour la période 2023-2027, qui marque une avancée dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes, y compris l'antisémitisme, la discrimination envers les personnes musulmanes, le racisme qui touche les personnes et les communautés des Travellers (les Gens du voyage d'origine irlandaise) et des

Roms, le racisme envers les personnes d'ascendance africaine, ainsi que les personnes migrantes, les personnes réfugiées et celles qui demandent l'asile.

En ce qui concerne les Travellers et les Roms, l'ECRI accueille positivement l'adoption d'un certain nombre de cadres et d'instruments importants, notamment la première Stratégie pour l'éducation des Travellers et des Roms (Traveller and Roma Education Strategy) 2024-2030, la deuxième Stratégie nationale pour l'inclusion des Travellers et des Roms (National Traveller and Roma Inclusion Strategy, NTRIS II) 2024-2028 et le premier Plan d'action national pour la santé des Travellers (National Traveller Health Action Plan, NTHAP) 2022-2027.

L'ECRI se félicite de ces développements positifs en Irlande. Cependant, malgré les progrès accomplis, certains points demeurent préoccupants.

Si la Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité (IHREC) s'est vu confier de nouveaux mandats et de nouvelles fonctions, les ressources humaines et financières n'ont pas été à la hauteur de ces nouvelles attributions et son efficacité s'en est trouvée diminuée.

En ce qui concerne l'éducation aux droits humains, sa mise en œuvre dans la pratique pourrait varier de manière significative selon les établissements et les personnes qui l'enseignent et certains thèmes devraient obligatoirement être couverts dans l'ensemble des écoles, à l'instar de la lutte contre le racisme et l'intolérance, y compris à l'égard des Travellers et des Roms, des personnes d'ascendance africaine et des personnes LGBTI.

L'ECRI est préoccupée par la forte dégradation de la santé mentale des personnes LGBTI+ et par le fait que l'Irlande n'interdise toujours pas les pratiques dites de conversion et les interventions chirurgicales sans nécessité médicale et non consensuelles pratiquées sur des enfants intersexes.

Le discours de haine se propage dans les médias d'information, via les plateformes en ligne et dans la politique, comme le montrent les récents exemples documentés de réactions de responsables politiques à des événements organisés dans les communautés locales, qui ont donné lieu à des réponses mal informées, alimenté la haine et intensifié les tensions. La plupart des contenus discriminatoires étaient motivés par des sentiments hostiles à l'encontre

des personnes migrantes, des personnes noires/originaires d'Afrique ou encore des personnes réfugiées/demandeuses d'asile. Dans le même temps, des recherches menées en 2024 ont montré que le harcèlement et le discours de haine à l'encontre des personnes LGBTI sont toujours une réalité en Irlande ; les attitudes envers les communautés transgenres et intersexes se sont particulièrement dégradées et les personnes LGBTI sont nombreuses à ne pas se sentir suffisamment en sécurité pour exprimer leur orientation sexuelle ou leur identité de genre en public.

À partir de 2022, An Garda Síochána a commencé à publier des données relatives aux crimes de haine sur une base annuelle mais la ventilation des données et leur l'enregistrement systématique à tous les stades de l'enquête, des poursuites, de la condamnation et de l'application de la peine font encore défaut.

L'ECRI est également préoccupée par les niveaux élevés de racisme et de discrimination auxquels les Travellers et les Roms continuent d'être confrontés dans tous les domaines de la vie, selon les conclusions tirées de sa visite, y compris l'éducation, l'emploi, le logement et la santé.

Dans le présent rapport, l'ECRI demande aux autorités de prendre des mesures supplémentaires dans un certain nombre de domaines ; elle formule une série de recommandations, dont les suivantes.

S'agissant de l'organisme national de promotion de l'égalité en Irlande, les autorités devraient i) allouer à la Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité (IHREC) des ressources humaines et financières suffisantes pour lui permettre d'exercer efficacement toutes ses fonctions ; ii) prendre des mesures pour renforcer l'indépendance de l'IHREC en matière de recrutement et de nomination de son personnel ; et iii) renforcer la coopération avec l'IHREC dans le domaine de l'égalité et de la non-discrimination en répondant aux recommandations de l'IHREC ou en s'efforçant de les mettre en œuvre dans un délai donné.

Sur la question des personnes intersexes, les autorités devraient i) préparer et présenter au parlement un projet de loi complet reconnaissant expressément le droit de ces personnes à l'intégrité physique et interdisant la réalisation d'interventions chirurgicales sans nécessité médicale (souvent appelées opérations de « normalisation sexuelle ») et autres traitements non thérapeutiques jusqu'à ce que l'enfant

intersexe soit capable de participer à la décision, sur la base du principe du consentement libre et éclairé ; ii) veiller à ce que des protocoles appropriés de soins pour les personnes intersexes soient élaborés ; iii) dispenser une formation sur l'égalité des personnes intersexes à l'endroit des professionnels de santé ; et iv) mettre en place des services de conseil et de soutien aisément accessibles aux personnes intersexes ainsi qu'à leur famille.

En ce qui concerne le discours de haine, les autorités devraient faire le nécessaire pour que le parlement adopte des mesures législatives visant à préciser et à définir clairement dans le droit pénal les expressions de discours de haine qui relèvent de la responsabilité pénale, en particulier l'incitation à la haine, à la violence ou à la discrimination, et à faire en sorte que ces expressions de discours de haine soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives.*

En ce qui concerne les Travellers et les Roms, les autorités devraient prendre des mesures décisives pour assurer la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale pour l'inclusion des Travellers et des Roms 2024-2028 (NTRIS II) et de ses plans d'action biennaux, notamment : i) en allouant des ressources durables et suffisantes ; ii) en assurant un suivi et une évaluation réguliers ; iii) en veillant à une coopération étroite avec les autorités locales, les organisations de la société civile et les membres des communautés des Travellers et des Roms.

Les autorités devraient également i) prendre des mesures en vue de l'adoption d'une législation interdisant expressément le profilage racial par les fonctionnaires de police ; ii) veiller à la collecte de données ventilées de manière appropriée au sujet des personnes faisant l'objet d'interpellations, de contrôles et de fouilles ; iii) intégrer la question du profilage racial et du principe de soupçon raisonnable dans la formation continue des forces de police ; et iv) renforcer la surveillance de la police en mettant en place de solides mécanismes de signalement au niveau interne et de plaintes au niveau externe de manière à garantir que toute pratique de profilage racial et autres pratiques discriminatoires soient rapidement détectées et visées par une enquête efficace et, si nécessaire, dûment sanctionnées.

Concernant les personnes migrantes, les autorités devraient agir en étroite coopération avec les autorités locales et les organisations de la société civile afin de prendre des mesures

rapides et efficaces pour améliorer la disponibilité d'hébergements sûrs et la qualité de ces hébergements pour les personnes qui bénéficient d'une protection internationale et celles qui en font la demande, y compris, dans le cas des

LGBTI, des mesures visant à garantir que les personnes bénéficiaires et demandeuses aient accès à un hébergement garantissant leur sécurité et excluant tout risque de discrimination.*

* Les recommandations formulées dans ce paragraphe feront l'objet d'un suivi intermédiaire de l'ECRI au plus tard deux ans après la publication du présent rapport.

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

I. ÉGALITÉ EFFECTIVE ET ACCÈS AUX DROITS

A. Organismes de promotion de l'égalité¹

1. La Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité (IHREC) est l'organisme national de promotion de l'égalité et l'institution nationale des droits de l'homme en Irlande ;² elle a été créée par la loi éponyme de 2014.³
2. Depuis l'adoption du précédent rapport de l'ECRI sur l'Irlande, le mandat de l'IHREC a été considérablement élargi.⁴ En 2017, le budget alloué était de 6,5 millions d'euros et 47 postes. Pour 2024, quelque 8,4 millions d'euros⁵ ont été alloués pour assurer son fonctionnement et 89 personnes composaient son personnel au 31 décembre 2023.⁶ Toutefois, le mandat en matière d'égalité et de non-discrimination n'est pas structuré séparément au sein de cet organe et ne bénéficie pas de moyens humains et budgétaires dédiés.⁷
3. Comme indiqué dans la Recommandation de politique générale n° 2 (révisée) de l'ECRI sur les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national, les organismes dotés de plusieurs mandats devraient se voir allouer des ressources humaines, techniques et financières appropriées pour exercer leurs fonctions et compétences de façon efficace.⁸ Lors de sa visite en Irlande en 2024, la délégation de l'ECRI a appris que les nouveaux mandats et fonctions attribués à l'IHREC n'avaient pas été assortis d'un financement adéquat et chiffré, ni de ressources supplémentaires, l'efficacité de la Commission s'en est donc trouvée diminuée.⁹
4. En ce qui concerne l'indépendance, l'ECRI note que le ministre compétent devrait autoriser l'IHREC à nommer elle-même son personnel. Selon les autorités, il s'agit d'une disposition de routine visant à garantir que les organismes publics restent dans les limites des seuils de dépenses approuvés par le Parlement. Des

¹ L'expression « organismes nationaux spécialisés » a été remplacée par « organismes de promotion de l'égalité » dans la version révisée de la Recommandation de politique générale n° 2 sur les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national, publiée le 27 février 2018.

² [Irish Human Rights and Equality Commission – Equinet \(equineteurope.org\)](https://equineteurope.org/) et [Irish Human Rights and Equality Commission – ENNHRI](https://www.enhri.org/).

³ [Irish Human Rights and Equality Commission Act 2014](#)

⁴ L'IHREC affiche un double statut : elle est à la fois l'institution nationale des droits humains et l'organisme national de promotion de l'égalité en Irlande. Elle représente également l'organisme désigné aux fins de la directive 2014/54/UE relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs. La Commission agit en tant que rapporteur national sur la traite des êtres humains et en tant que mécanisme indépendant chargé de promouvoir et de surveiller le respect de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle assume en outre un rôle de surveillance spécifiquement lié à la Convention contre la torture.

⁵ Department of Public Expenditure, NDP Delivery and Reform (ministère des Dépenses publiques, de l'Exécution du Plan de développement national et de la Réforme), [Revised Estimates for Public Services 2024](#) (2024), p. 14.

⁶ IHREC, [Annual Report 2023](#) (2024), p. 112.

⁷ Réseau européen d'experts juridiques en matière d'égalité des genres et de non-discrimination, rapport sur l'Irlande, Non-discrimination (en anglais), <https://www.equalitylaw.eu/downloads/6208-ireland-country-report-non-discrimination-2024> (2024), p. 97.

⁸ Voir également, à cet égard, [Directive - UE - 2024/1499 - FR - EUR-Lex](#) ; [Directive - 2024/1500 - FR - EUR-Lex](#) ; [Renforcer le rôle des organismes pour l'égalité de traitement dans l'ensemble de l'UE : le Conseil adopte deux directives](#) ; [Standards for Equality Bodies – Equinet](#).

⁹ Equinet a établi que l'attribution d'un nouveau mandat à un organisme de promotion de l'égalité, sans l'assortir de ressources supplémentaires adéquates, devrait donner lieu à une évaluation du niveau de conformité avec les normes européennes, en ce compris la RPG n° 2 de l'ECRI. [Equinet - Auto-évaluation du niveau de conformité avec les normes : indicateurs à l'attention des organismes de promotion de l'égalité](#) (2023), p. 24 (en anglais).

préoccupations ont néanmoins été exprimées quant au fait que le recrutement et la nomination du personnel n'étaient pas suffisamment larges et transparents.¹⁰

5. En ce qui concerne la coopération entre les autorités et l'IHREC, la délégation de l'ECRI a appris lors de sa visite en Irlande en 2024 que les réponses des autorités aux demandes d'informations ou aux mesures prises par l'IHREC accusaient parfois des retards importants.

6. À la lumière de la Recommandation de politique générale n° 2 (révisée) de l'ECRI sur les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national, l'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) allouer à la Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité (IHREC) des ressources humaines et financières suffisantes pour lui permettre d'exercer efficacement toutes ses fonctions ; ii) prendre des mesures pour renforcer l'indépendance de l'IHREC en matière de recrutement et de nomination de son personnel ; et iii) renforcer la coopération avec l'IHREC dans le domaine de l'égalité et de la non-discrimination en répondant aux recommandations de l'IHREC ou en s'efforçant de les mettre en œuvre dans un délai donné.

7. L'ECRI note que toutes les plaintes déposées en vertu des lois sur l'égalité dans l'emploi (Employment Equality Acts) et des lois sur l'égalité de statut (Equal Status Acts) peuvent être portées devant la Commission des relations de travail (Workplace Relations Commission – WRC),¹¹ qui est l'organe chargé de statuer en première instance sur les plaintes pour discrimination en Irlande.¹² Bien que la Commission des relations de travail soit compétente pour examiner les cas de discrimination sur les différents segments du marché du travail, notamment le segment de la fourniture de produits et de services, les cas de discrimination liés aux établissements autorisés à servir des boissons alcoolisées, tels que les bars, les discothèques, les hôtels et les autres lieux publics autorisés à vendre de l'alcool, échappent à sa compétence.¹³ En outre, si la Commission des relations de travail traite principalement des questions relatives à l'emploi, elle s'occupe également des questions d'égalité et de discrimination dans tous les domaines. Ainsi que cela a été précédemment souligné,¹⁴ l'ECRI encourage les autorités à rationaliser leurs procédures afin que tous les cas de discrimination, quels qu'en soient les motifs, soient examinés par la Commission des relations de travail, en fournissant les ressources humaines, techniques et financières nécessaires en conséquence, et à examiner la possibilité de donner à la Commission des relations de travail un nom qui reflète mieux ses fonctions étendues.

B. Éducation inclusive

8. Cette partie du rapport traite des politiques visant à combattre l'exclusion et la marginalisation par une éducation inclusive et à favoriser une société respectueuse de la diversité et tolérante (sections II et III de la RPG n° 10 de l'ECRI sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans et à travers l'éducation scolaire). Les mesures spécifiques concernant l'éducation des enfants appartenant à des groupes migrants et minoritaires seront traitées dans la partie III du présent rapport.

¹⁰ Rapports sur l'Irlande du Sous-Comité d'accréditation (SCA) de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI) : [Rapports du SCA - GANHRI \(14-24 juin 2021\) pp. 16-17](#).

¹¹ [Accueil - Workplace Relations Commission \(Commission des relations de travail\)](#).

¹² En 2023, la Commission des relations de travail a reçu quelque 6 172 dossiers de plaintes, représentant 14 158 plaintes individuelles, dont 1 817 relevant du registre « discrimination/égalité/égalité de statut ».

¹³ L'article 19 de la loi de 2003 sur les boissons alcoolisées (Intoxicating Liquor Act) exige que les personnes qui déposent une plainte pour discrimination à l'encontre d'un débit de boisson autorisé s'adressent au tribunal de district plutôt qu'à la Commission des relations de travail. Les plaintes pour discrimination qui ne se produisent pas « au point d'entrée » d'un établissement autorisé restent néanmoins traitées par la Commission des relations de travail.

¹⁴ Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle), paragraphe 17.

9. Les droits humains, la citoyenneté et la démocratie sont abordés à tous les niveaux du programme scolaire en Irlande, y compris dans le cadre du programme destiné à la petite enfance Aistear, du programme Social, Personal and Health Education (SPHE) d'éducation aux questions sociales, personnelles et de santé déployé dans l'enseignement primaire et du cours de courte durée Civic Social and Political Education (CSPE) abordant l'éducation civique, sociale et politique. Ce dernier représente un volet obligatoire du cycle Junior et se compose de 100 heures de cours sur une période de trois ans couvrant trois axes principaux : droits et responsabilités, citoyenneté mondiale et exploration de la démocratie.
10. Bien que le programme offre l'occasion d'aborder les droits humains et l'esprit critique à l'école, la délégation de l'ECRI a appris lors de sa visite en Irlande en 2024 que sa mise en œuvre dans la pratique pouvait varier considérablement en fonction des écoles et du personnel enseignant. De l'avis de l'ECRI, cette incohérence compromet la possibilité d'une approche unifiée et efficace de l'éducation aux droits humains. De même, en dehors des programmes scolaires officiels, certaines écoles choisissent de mettre en œuvre à l'échelle de l'établissement des programmes et des campagnes de promotion de l'égalité et de lutte contre le racisme et la LGBTIphobie¹⁵, mais cette pratique ne semble pas généralisée ; elle relève d'une initiative volontaire de l'établissement qui bénéficie d'une importante autonomie quant à l'approche appliquée à l'égard de ces sujets.
11. En outre, les recherches universitaires et les conclusions d'organismes nationaux et internationaux spécialisés ont mis en évidence la nécessité de renforcer l'éducation interculturelle et antiraciste en Irlande, et d'orienter davantage les programmes d'enseignement ainsi que la formation du personnel enseignant sur l'histoire et la culture des minorités ethniques telles que les Travellers, les Roms et les personnes d'ascendance africaine, ainsi que sur l'égalité des personnes LGBTI et l'éducation à la sexualité, tant pour les élèves que pour le corps enseignant qui ne sont souvent pas prêts ou pas suffisamment en confiance pour traiter ces questions.¹⁶ L'ECRI encourage vivement les autorités à veiller à ce que l'éducation aux droits humains fasse partie intégrante du programme scolaire et qu'elle comprenne des thèmes que devraient obligatoirement couvrir l'ensemble des écoles, à l'instar de la lutte contre le racisme et l'intolérance, y compris à l'égard des Travellers et des Roms, des personnes d'ascendance africaine et des personnes LGBTI.
12. Chaque année, le personnel chargé de l'enseignement dans le cadre du cours de courte durée CSPE est invité par l'Oide,¹⁷ le service de soutien au corps enseignant et aux responsables d'établissements financé par le ministère de l'Éducation, à assister à une journée complète de formation sur le temps scolaire.¹⁸ L'Oide propose également des ressources de perfectionnement professionnel continu et des formations à l'endroit du personnel enseignant et des responsables d'établissements qui abordent la promotion d'une culture inclusive à l'école¹⁹ et toute une variété d'autres questions, notamment comment satisfaire les besoins

¹⁵ Des ONG/OSC telles que l'Immigrant Council of Ireland, l'Irish Network Against Racism, Belong To, Transgender Equality Network Ireland et Shout Out apportent leur soutien à certains établissements dans le contexte du déploiement de campagnes d'éducation, de formation et de sensibilisation. Par exemple : www.yellowflag.ie ; www.theredcard.org ; www.belongto.org/standup ; VisitJigsaw.ie | [The National Centre for Youth Mental Health](http://TheNationalCentreforYouthMentalHealth).

¹⁶ IHREC, *Ireland and the Rights of the Child*, (2022), p. 73. Ni Dhuinn, M., & Keane, E. (2021); 'But you don't look Irish' : identity constructions of minority ethnic students as 'non-Irish' and deficient learners at school in Ireland; *International Studies in Sociology of Education*, 32(4), 826-855 : <https://doi.org/10.1080/09620214.2021.1927144>.

¹⁷ <https://oide.ie/>.

¹⁸ Selon les informations reçues des autorités, 512 personnes avaient participé à la formation en 2023/2024. Depuis 2018, 6 journées complètes de formation CSPE ont été proposées, dont le contenu change chaque année. La prochaine est prévue pour le printemps 2025.

¹⁹ Selon les informations reçues des autorités, 108 professionnels de l'enseignement primaire et 51 du secteur post-primaire ont participé en 2023/2024. En 2024/25, 14 événements sont prévus au cours de l'année pour le secteur primaire et 12 pour le post-primaire.

des élèves qui suivent des cours d'anglais deuxième langue (EAL) au niveau primaire et post-primaire.²⁰

13. L'ECRI prend acte des efforts considérables déployés par l'Oide. Il est également ressorti de sa visite que le personnel enseignant reste très demandeur en ce qui concerne l'apprentissage et la formation sur des sujets relevant du mandat de l'ECRI, mais cette demande n'est pas pleinement ni systématiquement satisfaite. L'ECRI encourage les autorités à renforcer encore la formation initiale et continue du personnel de l'enseignement primaire et secondaire sur les questions relatives aux droits humains, au respect de la diversité et à la prévention de toute forme de racisme et d'intolérance, conformément à sa RPG n° 10 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans et à travers l'éducation scolaire.
14. « Cineáltas : Action Plan on Bullying » est l'approche adoptée au niveau de l'ensemble du système éducatif irlandais pour prévenir et combattre les brimades à l'école. Le plan a été publié en décembre 2022.²¹ Le Plan de mise en œuvre connexe 2023-2027 décrit les modalités d'exécution et de mise en œuvre de chacune des 61 mesures prévues dans le Plan d'action par le ministère de l'Éducation.²² Lors de sa visite en Irlande en 2024, la délégation de l'ECRI a été informée de travaux en cours afin de mettre en œuvre ces mesures. L'ECRI encourage les autorités à allouer les ressources nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective de Cineáltas, en consultation avec les élèves, avec le corps enseignant et les organisations qui le représentent, ainsi qu'avec les organisations de la société civile concernées.
15. Alors que la nécessité de collecter des données ventilées sur les brimades en milieu scolaire et de consigner régulièrement les allégations portant sur de tels comportements est clairement évoquée dans Cineáltas, l'ECRI note à regret qu'une base de données nationale n'a toujours pas été mise en place à cet effet. En 2022, 28 % des enfants âgés de 10 à 17 ans ont signalé avoir été victimes de brimades à l'école au cours des mois précédant l'enquête et les données disponibles suggèrent que les enfants migrants et les enfants du voyage étaient plus susceptibles de subir de telles pratiques.²³
16. L'ECRI recommande aux autorités d'accélérer le processus de mise en place d'un système national de suivi des brimades et de la violence à caractère raciste et LGBTIphobe en milieu scolaire et de recueillir à ce sujet des données ventilées de manière appropriée, y compris sur les raisons spécifiques des cas de brimades.
17. La loi de 2018 relative à l'éducation (admission dans les établissements scolaires) interdit aux écoles d'utiliser la religion comme critère de sélection pour l'admission.²⁴ Dans le contexte d'évolution démographique et d'augmentation de la demande d'établissements d'enseignement primaire multiconfessionnels en Irlande,²⁵ le transfert de patronage est désormais considéré comme une option

²⁰ En 2023/2024, au niveau primaire, 29 journées complètes de formation ont été organisées en personne, impliquant 612 enseignantes et enseignants. Six événements en ligne ont eu lieu en soirée, pour un total de 258 bénéficiaires. Au niveau post-primaire, 24 journées complètes de formation en personne ont été organisées au profit de 477 bénéficiaires. Un webinaire en ligne a rassemblé 180 personnes en direct, dont un enregistrement a été mis en ligne. D'autres événements sont prévus en présentiel pour 2024/2025. Un soutien scolaire a été assuré au profit de 91 écoles primaires et post-primaires en 2023/2024 et reste proposé aux établissements qui le souhaitent pour l'année 2024/2025.

²¹ [gov.ie - Cineáltas : Action Plan on Bullying](https://www.gov.ie/en/publication/48d829-state-of-the-nations-children/).

²² [Cineáltas : Action Plan on Bullying Implementation Plan 2023-2027](#).

²³ Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (ministère de l'Enfance, de l'Égalité, du Handicap, de l'Intégration et de la Jeunesse), State of the Nation's Children (rapport complet sur la situation des enfants irlandais en 2024) : <https://www.gov.ie/en/publication/48d829-state-of-the-nations-children/> (2024), p. 55.

²⁴ [gov.ie - Minister for Education and Skills commences sections of the Education \(Admission to Schools\) Act, 2018 in respect of school admission](#).

²⁵ ['Strong' support for multid denominational primary schools at a time when 90% are under religious control – The Irish Times](#).

viable pour proposer une alternative non religieuse.²⁶ Les autorités se sont en outre engagées à œuvrer à la sécularisation scolaire en ouvrant de nouvelles écoles multiconfessionnelles.²⁷ Le ministère de l'Éducation a par ailleurs fait part de son projet de sonder les parents à l'échelle nationale sur les questions de patronage et d'éthique en milieu scolaire.²⁸ L'ECRI considère ces démarches comme des développements positifs.

18. Dans le même temps, la visite menée en Irlande en 2024 a constaté qu'une discrimination religieuse dans le cadre des admissions scolaires pourrait encore être d'actualité dans la pratique. Dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire, les établissements financés par des deniers privés qui véhiculent des valeurs religieuses peuvent accorder un traitement préférentiel aux élèves d'une religion donnée. Les établissements publics qui véhiculent des valeurs religieuses peuvent eux aussi refuser d'admettre certains enfants si ce refus est jugé essentiel pour maintenir l'éthique de l'école concernée. L'éthique des établissements peut également avoir un impact sur la fourniture d'une éducation à la vie relationnelle et sexuelle.²⁹ Le cas d'un enseignant évangéliste chrétien, qui a refusé d'utiliser les pronoms et le nom de son élève transgenre au motif que cela violait ses droits religieux,³⁰ illustre une fois de plus les problèmes susceptibles d'apparaître entre les croyances religieuses et les pratiques éducatives inclusives. L'ECRI se félicite de la rapidité et de la fermeté avec lesquelles l'école a répondu à l'incident.³¹
19. Les acteurs de la société civile que la délégation de l'ECRI a rencontrés au cours de sa visite en 2024 ont également exprimé leurs préoccupations quant à l'écart potentiel entre la politique publiée par l'établissement en ce qui concerne ses modalités d'admission et sa pratique en la matière, mettant en lumière l'offre excédentaire d'écoles gérées par l'Église dans le pays (95 %, dont 90 % sont catholiques).³²
20. L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) réviser la législation existante afin de s'assurer que la dérogation pour refus d'admission sur la base de la religion n'entraîne pas de conséquences négatives concernant l'accès à l'éducation ; ii) clarifier la définition du terme « éthique » et des conditions requises pour établir le caractère essentiel d'un refus aux fins de maintenir l'éthique de l'école concernée, en veillant à ce qu'il ne constitue pas une discrimination fondée sur la religion ; et iii) veiller à une planification fondée sur des données factuelles et à la mise en œuvre de mesures permettant d'assurer la neutralité scientifique nécessaire à toute fonction éducative.
21. Plusieurs interlocutrices et interlocuteurs rencontrés par la délégation de l'ECRI au cours de la visite ont exprimé des préoccupations quant au manque de diversité

²⁶ L'école St Mary à Dublin 7 est par exemple la première école catholique à avoir adopté le patronage Educate Together : [Catholic primary school in Dublin switches to multid denominational patronage – The Irish Times](#).

²⁷ « Achieve the target of at least 400 multid denominational primary schools by 2030 » : [Programme for Government : Our Shared Future](#) (2020), p. 96.

²⁸ [New efforts to encourage multi-denominational patronage ; Parents to be surveyed on school ethos, gender mix and education through Irish or English – The Irish Times](#).

²⁹ IHREC, [Submission to the Human Rights Committee on Ireland's fifth periodic report](#) (2022), p. 78 ; IHREC, [Submission to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights on Ireland's fourth periodic report](#) (2024), p. 149.

³⁰ [Irish Teacher Enoch Burke Jailed Amid Transgender Pronoun Dispute - Timeline - Newsweek](#) ; [Enoch Burke : Irish teacher in transgender row jailed for third time | World News | Sky News](#) ; [Enoch Burke claims teachers are being told to 'bow down' over pronouns – The Irish Times](#).

³¹ [Enoch Burke : Irish High Court rules school correct to suspend teacher](#).

³² Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a soulevé plusieurs autres questions au sujet de la nécessité d'assurer un accès égal à l'éducation pour les enfants roms et les enfants du voyage ainsi que pour les enfants demandeurs d'asile, réfugiés et migrants. Voir Comité des droits de l'enfant, Observations finales concernant le rapport de l'Irlande valant cinquième et sixième rapports périodiques, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC%2FC%2FIRL%2FCO%2F5-6&Lang=en (2023), paragraphe 37. Il est également fait référence à la troisième partie du présent rapport.

au sein de la profession enseignante et quant aux obstacles posés à celles et ceux de ses membres qui sont issus de l'immigration, des communautés des Travellers et de minorités ethniques.³³ L'ECRI encourage les autorités à faire réaliser une étude approfondie sur ces questions et à prendre toutes les mesures nécessaires à la lumière de ces travaux afin d'accroître la diversité au sein de la profession enseignante.

C. Personnes migrantes en situation irrégulière

22. Les autorités n'ont pas pu fournir à l'ECRI de données officielles relatives aux personnes migrantes en situation irrégulière en Irlande – c'est-à-dire les personnes étrangères présentes, qui ne remplissent pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour dans le pays prévues par la législation nationale.
23. Le Migrant Rights Centre Ireland (MRCI) a estimé que 17 000 à 20 000 personnes sans papiers étaient présentes dans le pays en 2020. Publié en mai 2022 par l'Institut de recherche économique et sociale (Economic and Social Research Institute, ESRI), le dernier rapport en date sur les personnes migrantes en situation irrégulière en Irlande met en lumière plusieurs problèmes liés à l'exploitation par le travail et dans les domaines du logement, de la santé et de l'éducation.³⁴
24. Les autorités ont confirmé l'absence de « pares-feux » mis en place pour dissocier la vérification de la situation au regard du séjour de la prestation de certains services essentiels. Elles ont cependant mentionné des exemples concrets concernant la fourniture de soins de santé aux personnes migrantes en situation irrégulière.³⁵
25. À la lumière de la Recommandation de politique générale n° 16 de l'ECRI sur la protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination, l'ECRI recommande que les autorités revoient le cadre juridique et les pratiques en vigueur afin de garantir l'accès des personnes migrantes en situation irrégulière aux services de base, en particulier l'éducation ainsi que les soins d'urgence et autres soins de santé nécessaires, et que des « pares-feux » interdisent clairement et formellement aux services concernés, notamment dans les domaines de l'éducation, du logement, de l'emploi, des soins de santé, de l'aide sociale et de la justice, de communiquer aux services de l'immigration, à des fins de contrôle de l'immigration et de mesures d'application connexes, des données sur la situation des personnes migrantes au regard de la législation.
26. L'ECRI a eu vent du dispositif Undocumented Migrant Scheme lancé par le ministre de la Justice et se félicite de cette initiative qui a reçu des demandes de régularisation pendant six mois en 2022.³⁶ Le dispositif a permis aux personnes migrantes sans papiers ainsi qu'aux personnes à leur charge de demander une autorisation de séjour dans le pays ainsi que la régularisation de leur statut de résidence, si toutefois elles satisfaisaient à certains critères. Plus de 8 000 personnes ont ainsi soumis des demandes au cours de cette période. L'ECRI considère cette initiative comme une **bonne pratique**.

³³ Mc Daid, R., & Nowlan, E. (2022), Barriers to recognition for migrant teachers in Ireland, *European Educational Research Journal*, 21(2), 247-264. <https://doi.org/10.1177/14749041211031724>. Keane, E., Heinz, M., & Mc Daid, R. (dir.), (2022), *Diversifying the Teaching Profession : Dimensions, Dilemmas and Directions for the Future* (première édition), Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003188735>.

³⁴ ESRI, Responses to irregularly staying migrants in Ireland, <https://www.esri.ie/system/files/publications/RS140.pdf> (2022).

³⁵ Par exemple, divers services en faveur des sans-abris sont également utilisables par les personnes migrantes et donnent accès à des soins infirmiers, médicaux et dentaires. En outre, un certain nombre de cliniques financées par le bureau Inclusion Sociale (Social Inclusion) de l'autorité des services de santé (Health Service Executive, HSE) permettent à des personnes sans statut d'accéder à des soins médicaux (par exemple, Summerhill Primary Care Centre, SafetyNet Eccles Street, Rialto Primary Care Centre, Capucin Clinic).

³⁶ [gov.ie - Minister McEntee announces new landmark scheme to regularise long-term undocumented migrants](https://www.gov.ie/en/minister-mcentee-announces-new-landmark-scheme-to-regularise-long-term-undocumented-migrants/).

D. Égalité des personnes LGBTI³⁷

27. En dépit de l'absence de données recueillies concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre à l'occasion du dernier recensement, les recherches indiquent que 10 % des jeunes âgés de 17-18 ans en Irlande s'identifient comme LGBTI+.³⁸ Les autorités ont fait savoir à l'ECRI que le Bureau central des statistiques a déjà piloté des questions spécifiques sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre en 2024, en vue d'inclure par la suite de telles questions dans le recensement de 2027. Bien qu'il s'agisse d'un engagement bienvenu, l'ECRI encourage les autorités, comme dans son rapport précédent,³⁹ à procéder de manière systématique à la collecte de données ainsi qu'à des recherches afin de rendre compte de la taille, des besoins et des expériences de la population LGBTI, et à appuyer des pratiques efficaces en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de révision des politiques et des lois.
28. La carte Rainbow Map et l'Index Rainbow pour l'Europe 2024 classent l'Irlande au 14^e rang sur 49 pays européens avec un score global de 57,17 %, ce qui représente une amélioration par rapport aux 53,67 % atteints en 2023. Toutefois, l'Irlande continue d'enregistrer de piètres résultats dans des domaines politiques et législatifs clés tels que l'égalité et la non-discrimination (37,96 %).⁴⁰ En outre, selon une enquête menée en 2023, 40 % à peine des personnes interrogées estimaient que le gouvernement irlandais luttait efficacement contre les préjugés et l'intolérance à l'égard des personnes LGBTI+.⁴¹
29. Dans le sillage de la première Stratégie nationale pour la jeunesse LGBTI+ (National LGBTI+ Youth Strategy 2018-2020), l'Irlande a publié sa première Stratégie nationale pour l'inclusion des personnes LGBTI+ (National LGBTI+ Inclusion Strategy 2019-2021). Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, celle-ci a été prolongée de 2021 à 2023. Il a été procédé à un examen indépendant de la stratégie, assorti d'un processus de consultation renforcée, afin d'éclairer l'élaboration de la prochaine stratégie.⁴² L'ECRI espère vivement que les autorités veilleront à ce que les points de vue et les expériences vécues par les personnes et organisations LGBTI éclairent et contribuent efficacement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et de la législation.
30. Comme l'a souligné l'ONG LGBT Ireland dans son étude de 2024 sur les retombées de l'ancienne stratégie, des efforts sont à déployer de toute urgence afin de renforcer et protéger l'égalité des personnes LGBTI dans tout un éventail de domaines, notamment l'accès aux soins de santé, la reconnaissance du genre et le droit de participer à la vie publique. Le rapport conclut sur 10 recommandations et appelle à la nécessité de centrer en particulier la prochaine stratégie sur les questions intersectionnelles et les besoins des personnes trans, non binaires et intersexes.⁴³
31. Dans le cadre de sa visite en Irlande en 2024, l'ECRI a appris qu'un projet de Stratégie nationale d'inclusion des personnes LGBTQI+ (National LGBTQI+ Inclusion Strategy 2024-2028) avait été adressé au Cabinet du gouvernement irlandais pour approbation et qu'un processus de dialogue plus étendu serait entrepris autour du plan d'action à suivre. Un financement associé à la stratégie,

³⁷ Pour la terminologie, voir les définitions figurant dans le [glossaire](#) de l'ECRI.

³⁸ Ceatha, N., Gates, G.J. & Crowley, D., LGBT+ Self-Identification Among Youth in Ireland Aged 17-18 Years : A Research Brief, Popul Res Policy Rev 42, 64 (2023). <https://doi.org/10.1007/s11113-023-09807-w>.

³⁹ Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle), paragraphe 119.

⁴⁰ [Irlande - Rainbow Map](#).

⁴¹ FRA, [Enquête LGBTIQ dans l'UE, Enquête III : données sur l'Irlande](#) (2024), p. 2.

⁴² [gov.ie - Consultations for the National LGBTI+ Inclusion Strategy](#).

⁴³ LGBT Ireland, [Progress Made, Renewed Efforts Required : A Shadow Report of Ireland's First National LGBTI+ Inclusion Strategy](#) (2024), p. 98.

doté d'un budget de 1,4 million d'euros pour 2025, cible le soutien aux services en faveur des personnes LGBTQI+. Un comité de surveillance assurera le suivi de la mise en œuvre de la stratégie, composé de fonctionnaires et de personnes représentant les organisations de la société civile, sous la présidence du ministre de l'enfance, des personnes handicapées et de l'égalité. L'ECRI se félicite de ce développement. Dans le même temps, elle considère qu'il est essentiel que les autorités achèvent les travaux relatifs à la stratégie et au plan d'action, qu'elles mobilisent un financement durable aux fins de leur mise en œuvre et qu'elles mettent en place un mécanisme de suivi et d'évaluation approprié.

32. L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) mettre la dernière touche et rendre publics la Stratégie nationale pour l'inclusion des personnes LGBTI+ 2024-2028 et le plan d'action qui l'accompagne ; ii) veiller à ce que les fonds alloués chaque année en faveur de sa mise en œuvre soient assortis d'une planification budgétaire pluriannuelle et de ressources humaines et financières à la hauteur de l'enjeu ; iii) mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation efficace s'appuyant sur des sous-groupes spécifiques responsables de chaque axe de la Stratégie.
33. Des recherches récentes mettent en évidence une forte dégradation de la santé mentale des personnes LGBTI+ : les personnes participant à l'étude menée ont signalé une hausse de 17 % des symptômes de dépression sévère, de 30 % de l'anxiété sévère et de 33 % du stress par rapport à 2016.⁴⁴ Les problèmes de santé mentale seraient encore plus importants au sein de certaines cohortes spécifiques, y compris les jeunes, les personnes transgenres et les personnes de genre non conforme.⁴⁵ Les mauvaises expériences qui affectent la santé mentale sont exacerbées par les problèmes de disponibilité et d'accessibilité qui touchent depuis longtemps les services de santé mentale de qualité, y compris les longs délais d'attente et les coûts prohibitifs des soins privés.⁴⁶
34. Les personnes des organisations LGBTI rencontrées par la délégation de l'ECRI lors de sa visite ont également soulevé des préoccupations concernant les inégalités intersectionnelles au sein des communautés ethniques minoritaires. Selon un rapport de 2022, les personnes LGBTI+ des communautés des Travellers et des Roms connaissent de graves problèmes de santé mentale et sont surreprésentées au sein de la population de sans-abri : plus de 82 % des personnes interrogées ont ainsi souffert de dépression et 60 % ont déjà pensé au suicide.⁴⁷ L'ECRI encourage vivement les autorités à inclure des objectifs et des indicateurs prioritaires et intersectionnels sur l'amélioration de la santé mentale des personnes LGBTI dans l'ensemble des stratégies nationales pertinentes en matière d'égalité et de santé, assortis d'une évaluation régulière de leur mise en œuvre et d'investissements adéquats dans des services communautaires de santé mentale spécialisés, accessibles, abordables et de qualité.
35. En février 2023, le Trinity College de Dublin a publié un rapport établi à la demande du gouvernement, qui indiquait que des pratiques dites de conversion avaient cours en Irlande.⁴⁸ Selon une enquête réalisée en 2023, 26 % des personnes interrogées étaient soumises à une pratique visant à « changer » leur orientation

⁴⁴ Trinity College Dublin et Belong To, [Being LGBTQI+ in Ireland 2024 : the National Study on the Mental Health and Wellbeing of the LGBTQI+ Communities in Ireland](#) (2024), p. 7. [New research report highlights stark deterioration in mental health of LGBTQI+ people since 2016.](#)

⁴⁵ 72 % des personnes interrogées âgées de 14 à 18 ans et 75 % des personnes interrogées transgenres et de genre non conforme ont déclaré s'être auto-mutilées.

⁴⁶ 60 % des personnes interrogées avaient demandé de l'aide à des professionnels au cours des cinq dernières années, et beaucoup ont noté des obstacles entravant l'accès au soutien requis.

⁴⁷ National Action Group for LGBTI+ Traveller and Roma Rights, [Unveiling Inequality - Experiences of LGBTI+ Travellers & Roma](#) (2022), p. 45.

⁴⁸ [Study explores conversion therapy practices in Ireland - News & Events | Trinity College Dublin.](#)

sexuelle et/ou leur identité de genre.⁴⁹ En juin 2023, le gouvernement s'est engagé à interdire ces pratiques.⁵⁰ À ce jour, aucune législation n'a été adoptée et ce type de pratiques n'est toujours pas interdit. L'ECRI encourage les autorités à préparer une législation complète interdisant tout acte visant à convertir ou à changer l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre d'un ou d'une mineure, ainsi que tout acte de ce type visant des adultes contre leur gré — cela en s'inspirant de sa RPG n° 17 sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI, ainsi que des autres normes du Conseil de l'Europe en la matière.

36. En janvier 2023, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par le fait que des interventions médicales irréversibles et invasives continuent d'être pratiquées sur des enfants intersexes en Irlande, faisant observer que ces actes se fondent souvent sur une vision stéréotypée des rôles liés au genre et sont pratiqués avant que les enfants n'aient atteint un âge imposant de solliciter leur consentement libre et éclairé.⁵¹ Au cours de sa visite en Irlande, la délégation de l'ECRI a appris qu'aucun progrès n'avait été accompli en ce qui concerne l'interdiction des interventions chirurgicales sans nécessité médicale et non consensuelles pratiquées sur des enfants intersexes et que les professionnels de santé manquent souvent de connaissances et de compétences suffisantes pour répondre aux besoins des personnes intersexes.
37. L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) préparer et présenter au parlement un projet de loi complet reconnaissant expressément le droit de ces personnes à l'intégrité physique et interdisant la réalisation d'interventions chirurgicales sans nécessité médicale (souvent appelées opérations de « normalisation sexuelle ») et autres traitements non thérapeutiques jusqu'à ce que l'enfant intersexe soit capable de participer à la décision, sur la base du principe du consentement libre et éclairé ; ii) veiller à ce que des protocoles appropriés de soins pour les personnes intersexes soient élaborés ; iii) dispenser une formation sur l'égalité des personnes intersexes à l'endroit des professionnels de santé ; et iv) mettre en place des services de conseil et de soutien aisément accessibles aux personnes intersexes ainsi qu'à leur famille.
38. Alors que les autorités ont informé l'ECRI du lancement, par la Health Service Executive (HSE), d'un nouveau programme de services de santé sensibles à la dimension de genre dans le but de mettre au point un modèle clinique actualisé, les organisations LGBTI ont exprimé leur mécontentement quant à l'absence de consultation dans le cadre de ce processus et elles ont réitéré leurs préoccupations concernant la longueur des listes d'attente pour l'accès aux soins d'affirmation de genre pour adultes⁵² et l'absence totale de services à l'endroit des enfants et des jeunes depuis l'arrêt du dispositif d'orientation directe vers un prestataire de services anglais en 2022.⁵³
39. Sur la question de la reconnaissance du genre, les organisations LGBTI ont souligné l'incapacité du gouvernement à progresser dans le respect de son

⁴⁹ FRA, [Enquête LGBTIQ dans l'UE, Enquête III : données sur l'Irlande](#) (2024), p. 2.

⁵⁰ [Ban on conversion practices to be brought forward this year | Irish Legal News](#). Voir également, à cet égard, [Rien à changer : mettre fin aux « thérapies » de conversion des personnes LGBTI - Commissaire aux droits de l'homme](#).

⁵¹ Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le cinquième rapport périodique de l'Irlande, [CCPR/C/IRL/CO/5](#) (2023), paragraphe 19.

⁵² En mai 2024, la durée d'attente entre l'orientation vers une telle prise en charge et une première consultation était de trois ans et demi : [Waiting Times](#).

⁵³ La HSE orientait les patients vers la clinique Tavistock de Londres, mais cette dernière a cessé d'accepter les consultations d'orientation directe en novembre 2022, avant de fermer ses portes en mars 2024, ce qui a entraîné l'effondrement des services de soins d'affirmation de genre pour mineurs : HSE, [Review of the implications of the Cass Report for the provision of Gender Identity Services for children and young people in Ireland](#) (2023), pp. 8-9 ; [Belong To, Leading Youth work organisations & youth workers call for action on healthcare crisis for trans and non-binary young people](#) (2022) ; Ombudsman for Children's Office, [Healthcare supports for transgender children : A children's rights perspective from the Ombudsman for Children's Office](#) (2023).

engagement⁵⁴ à adopter une législation autorisant les enfants âgés de 16 et 17 ans à faire reconnaître leur genre sur la base de l'auto-déclaration, ce qui explique le faible nombre de certificats de reconnaissance de genre délivrés,⁵⁵ et à étendre les dispositions en matière de reconnaissance du genre aux enfants âgés de moins de 16 ans.⁵⁶ Sur cette toile de fond, l'ECRI espère que les autorités mettront tout en œuvre pour progresser dans la réalisation de l'engagement pris par le gouvernement à cet égard et renvoie aux recommandations pertinentes formulées par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies en 2023.⁵⁷

II. DISCOURS DE HAINE ET VIOLENCE MOTIVÉE PAR LA HAINE

A. Discours de haine⁵⁸

40. Le projet de loi de 2022 sur la justice pénale (incitation à la violence ou à la haine et infractions motivées par la haine) couvrait initialement les modes de communication ou de comportement susceptibles d'inciter à la violence ou à la haine à l'égard d'une ou de plusieurs personnes au motif qu'elles sont associées à une caractéristique protégée,⁵⁹ mais ces dispositions ont ensuite été supprimées du texte.⁶⁰
41. Si l'ECRI se félicite de la promulgation de la loi de 2024 sur la justice pénale (infractions motivées par la haine), qui prévoit des peines plus lourdes pour certains crimes vis-à-vis desquels la motivation par la haine a été prouvée ou qui ont impliqué une manifestation de haine, elle regrette la suppression de certaines parties du projet de loi traitant de l'incitation à la violence ou à la haine au cours du processus législatif, qui prive dès lors les forces de l'ordre et le ministère public d'une opportunité leur permettant de lutter plus efficacement contre ces formes de discours de haine, qui restent sous le coup de la loi de 1989.⁶¹ L'ECRI avait déjà pris note de l'application extrêmement limitée de cette loi (la loi de 1989) et de son caractère particulièrement inefficace pour ce qui est de lutter contre les discours de haine en ligne.⁶² En outre, le 3 octobre 2024, la Commission de l'Union européenne a rendu à l'encontre de l'Irlande une décision constatant l'existence d'une infraction, estimant que le pays n'avait pas pleinement transposé les dispositions relatives à l'incitation à la haine ou à la violence.⁶³
42. L'ECRI recommande aux autorités, à titre prioritaire, de prendre des mesures en vue de l'adoption par le parlement de mesures législatives visant à préciser et à définir clairement en droit pénal les expressions de discours de haine qui sont passibles de poursuites pénales, en particulier l'incitation à la haine, à la violence ou à la discrimination, ainsi qu'à faire en sorte que ces expressions de discours de

⁵⁴ [Programme for Government : Our Shared Future](#) (2020), p. 77.

⁵⁵ En raison de l'absence de données, on ne connaît pas avec précision le nombre d'enfants transgenres en Irlande. Selon le Département de la protection sociale, 18 personnes âgées de 16 et 17 ans ont obtenu un certificat de reconnaissance de genre depuis 2015, contre 1 185 personnes âgées de 18 ans et plus : [Annual Report for 2022 under section 6 of the Gender Recognition Act 2015](#).

⁵⁶ Le gouvernement s'est engagé à entreprendre des travaux de recherche sur les questions relatives à la reconnaissance du genre chez les mineurs de moins de 16 ans. Bien que le contrat de recherche ait été attribué en septembre 2022, l'ECRI n'a pas eu vent d'un calendrier précis concernant la publication ou la finalisation desdits travaux : [Gender Recognition Dáil Éireann Debate, Tuesday - 28 novembre 2023](#).

⁵⁷ Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, [Observations finales concernant le rapport de l'Irlande valant cinquième et sixième rapports périodiques](#) (2023), paragraphe 20.

⁵⁸ Voir les définitions du discours de haine et du crime de haine dans le [glossaire de l'ECRI](#).

⁵⁹ Pour tout savoir sur la loi de 2024 sur la justice pénale (infractions motivées par la haine) – anciennement connue sous le nom de loi de 2022 sur la justice pénale (incitation à la violence ou à la haine et infractions motivées par la haine), consulter ce [lien](#).

⁶⁰ [Helen McEntee : Irish minister drops plans for hate speech laws](#) ; [Plan to introduce hate speech laws has been dropped, Minister for Justice confirms – The Irish Times](#) ; [The Irish Times view on the hate crime Bill: a salutary lesson – The Irish Times](#).

⁶¹ [Prohibition of Incitement to Racial Religious or National Hatred Act, 1989 – No. 19 of 1989 – Houses of the Oireachtas](#).

⁶² Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle), paragraphe 34.

⁶³ Commission européenne, [Procédures d'infraction du mois d'octobre : principales décisions](#) (2024).

haine soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, à la lumière de la Recommandation de politique générale de l'ECRI n° 15 sur la lutte contre le discours de haine et d'autres recommandations de politique générale pertinentes, des Recommandations du Comité des ministres du Conseil de l'Europe CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine et CM/Rec(2024)4 sur la lutte contre les crimes de haine et d'autres normes européennes et internationales pertinentes.

43. Selon l'Irish Network Against Racism (INAR), le réseau irlandais contre le racisme, 600 actes racistes ont été signalés en 2022, dont 136 étaient liés à des discours de haine à caractère raciste. Le discours de haine se propage dans les médias d'information, via les plateformes en ligne et dans la politique. La plupart des contenus discriminatoires étaient motivés par des sentiments hostiles à l'encontre des personnes migrantes, des personnes noires/originaires d'Afrique ou encore des personnes réfugiées/demandeuses d'asile.⁶⁴ Des recherches menées en 2024 ont également montré que le harcèlement et le discours de haine à l'encontre des personnes LGBTQI+ sont toujours une réalité en Irlande ; les attitudes envers les communautés transgenres et intersexes se sont particulièrement dégradées et les personnes LGBTQI+ sont nombreuses à ne pas se sentir suffisamment en sécurité pour exprimer leur orientation sexuelle ou leur identité de genre en public. L'expansion des forums en ligne semble exacerber le problème : 23 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été victimes de discours de haine anti-LGBTQI+ en ligne ou dans les médias publics au cours de l'année écoulée.⁶⁵
44. En janvier 2025, l'Irlande a adopté la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).⁶⁶ Lors de sa visite dans le pays en 2024, la délégation de l'ECRI a été informée de la subvention accordée par le gouvernement à la communauté juive afin de devenir un signaleur de confiance de l'antisémitisme et d'autres formes de racisme⁶⁷.
45. L'ECRI a également constaté que Coimisiún na Meán (la Commission des médias), en tant que régulateur indépendant, peut inviter les ONG à poser leur candidature pour devenir un signaleur de confiance, mais sans fournir de financement, ni de soutien financier pour les candidatures.⁶⁸
46. Le discours autour des propositions législatives relatives à l'incitation à la violence ou à la haine a suscité un débat sur les droits à la liberté de parole et d'expression ainsi que des propos publics et politiques clivants.⁶⁹ On note également de récents exemples documentés de réactions de responsables politiques à des événements organisés dans les communautés locales, qui ont donné lieu à des réponses mal informées, alimenté le discours de haine et intensifié les tensions.⁷⁰ Comme l'a souligné la Coalition Against Hate Crime (coalition contre les crimes de haine),⁷¹ que l'ECRI considère comme une **bonne pratique** en termes d'effort conjoint à

⁶⁴ INAR, rapports de 2022 sur le racisme en Irlande, <https://inar.ie/wp-content/uploads/2023/03/Reports-of-Racism-in-Ireland-2022.pdf> (2022), p. 7.

⁶⁵ Belong To, [New research report highlights stark deterioration in mental health of LGBTQI+ people since 2016](#) (2024).

⁶⁶ [gov.ie - Tánaiste announces endorsement of Global Guidelines for Countering Antisemitism and the IHRA Working Definition of Antisemitism](#) et [IHRA working definition of antisemitism adopted by government | Irish Legal News](#).

⁶⁷ Le ministre Joe O'Brien annonce 28 projets qui seront financés dans le cadre du Fonds irlandais contre le racisme 2024.

⁶⁸ Coimisiún na Meán, [Coimisiún na Meán outlines how interested entities can apply for Trusted Flagger status - Coimisiún na Meán](#) (2024).

⁶⁹ Par exemple : [Hate speech bill is 'restrictive and undemocratic' warns barrister, as 7,000 people sign petition](#) ; [New hate speech laws kick up a storm in Ireland](#) ; [Elon Musk pledges to fund any Irish legal challenges to hate speech legislation](#) ; [Bring hate speech legislation 'back to the drawing board,' says former minister for justice Charlie Flanagan](#) ; [Government's Hate Speech legislation must be scrapped – Pa Daly TD](#).

⁷⁰ Hope and Courage Collective, [Current far-right tactics](#) (2024). Hope and Courage Collective, [Greater Than Fear : A community based response to tackling hate and extremism](#) (2023).

⁷¹ [The Coalition Against Hate Crime - Irish Council for Civil Liberties](#).

l'échelle de la société civile, les personnes qui représentent les sphères publique et politique doivent faire montre d'un leadership plus fort pour condamner les discours de haine sous toutes leurs formes. L'ECRI note en outre qu'un parti politique irlandais a signé en 2023 la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive telle qu'approuvée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans sa Résolution 2443 (2022).⁷²

47. L'ECRI recommande aux autorités de redoubler d'efforts pour encourager les personnalités publiques, telles que les hauts fonctionnaires, les responsables politiques ou religieux, les dirigeantes dirigeants économiques et les responsables de communautés à condamner publiquement, fermement et rapidement l'expression d'un discours de haine raciste et LGBTIphobe, à réagir promptement à une telle pratique en utilisant un contre-discours et un discours alternatif fermes et à exprimer leur solidarité avec les personnes visées par le discours de haine. Dans ce contexte, les autorités devraient s'inspirer de la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le discours de haine et tous les partis politiques devraient être encouragés à signer la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive telle qu'approuvée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans sa Résolution 2443 (2022).

48. La loi irlandaise sur la sécurité en ligne et la régulation des médias (OSMR Act / Online Safety and Media Regulation Act) a été promulguée en décembre 2022.⁷³ Entrée en vigueur en mars 2023, la loi a établi un nouveau régulateur indépendant de la sécurité en ligne et des médias, connu sous le nom de Coimisiún na Meán (Commission des médias), qui comprend notamment un Commissaire à la sécurité en ligne.⁷⁴ En vertu de cette loi, An Coimisiún est responsable de l'application et de la mise en œuvre d'un nouveau cadre réglementaire pour la sécurité en ligne.

49. En octobre 2024, Coimisiún na Meán a publié son Online Safety Code (code de la sécurité en ligne) finalisé,⁷⁵ qui énonce un certain nombre d'obligations pour les plateformes de partage de vidéos relevant de la juridiction irlandaise, y compris l'interdiction du téléchargement et du partage de contenus dangereux pour les mineurs, tels que le cyberharcèlement, l'incitation à la haine ou à la violence, le racisme et la xénophobie. Coimisiún na Meán supervise la mise en œuvre de ce code en veillant à ce que les plateformes adoptent des systèmes appropriés pour se conformer à ses dispositions.

50. Pendant les émeutes qui ont secoué Dublin au mois de novembre 2023 (dans le sillage d'une attaque à l'arme blanche qui a blessé plusieurs enfants ainsi qu'une assistante maternelle à proximité d'une école primaire à Parnell Square), des auteurs de troubles bien connus ont diffusé de fausses informations en ligne et posté des vidéos sur diverses plateformes numériques, qui ont atteint un grand nombre de personnes et ont fonctionné comme un appel au ralliement.⁷⁶ Les phénomènes de mésinformation et de désinformation en ligne n'ont cessé de prendre de l'ampleur ces dernières années.⁷⁷ Pour limiter la propagation d'idées haineuses, il est essentiel que les secteurs public et privé régulent les phénomènes de mésinformation, de désinformation et de conspiration en période électorale. Lors des élections locales de juin 2024 par exemple, plusieurs candidates et candidats, en particulier des personnes non blanches, et leurs familles ont fait l'objet de violences, de haine et de campagnes de désinformation à la fois en ligne

⁷² [Signataires de la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive.](#)

⁷³ [Online Safety and Media Regulation Act 2022.](#)

⁷⁴ [Coimisiún na Meán | Ireland's media regulator ; gov.ie - New media regulator, Coimisiún na Meán, formally established.](#)

⁷⁵ Coimisiún na Meán, [Online Safety Code](#) (2024) ; [Coimisiún na Meán to notify Online Safety Code to European Commission.](#)

⁷⁶ Hope and Courage Collective, [Timeline and Brief Analysis of Dublin Riot](#) (2023).

⁷⁷ Gallagher, A., O'Connor C., & Visser, F., [Uisce Faoi Thalamh : An Investigation Into the Online Mis- and Disinformation Ecosystem in Ireland](#) (2023).

et hors ligne.⁷⁸ Sur une note positive, l'ECRI se félicite que Coimisiún na Meán ait publié en 2024 une série de dossiers d'information pour tous les candidats aux élections locales, européennes, générales et au Seanad en Irlande, offrant des conseils aux candidats sur ce qu'ils doivent faire lorsqu'ils sont confrontés à des contenus ou des comportements préjudiciables et/ou illégaux en ligne, y compris le discours de haine⁷⁹.

51. L'ECRI encourage les autorités à élaborer et à mettre en œuvre des actions supplémentaires destinées à prévenir et combattre le discours de haine en ligne, y compris la propagation de la haine et de l'intolérance dans le contexte des campagnes électorales, en étroite collaboration avec la Coimisiún na Meán, le Commissaire à la sécurité en ligne, l'IHREC et les organisations de la société civile concernées. Il conviendra de solliciter un soutien du Conseil de l'Europe si nécessaire.

B. Violence motivée par la haine

52. An Garda Síochána, la force de police nationale de l'Irlande, a adopté des définitions opérationnelles du crime de haine et des incidents comportant un élément de haine en 2020 et elle a actualisé la méthode d'enregistrement de ces faits dans son système PULSE. Lorsqu'un discours de haine est constitutif d'une infraction pénale, il est enregistré comme crime de haine et fait l'objet d'une enquête en tant que tel. S'il n'est pas constitutif d'une infraction pénale, il est alors enregistré en tant qu'incident comportant un élément de haine. PULSE inclut désormais un identifiant H pour les crimes de haine/incidents comportant un élément de haine et il est obligatoire de préciser les motifs discriminatoires pour tous les événements concernés (criminels et non criminels).
53. À partir de 2022, An Garda Síochána a commencé à publier des données sur les crimes de haine sur une base annuelle. En 2023, 548 crimes de haine et 103 incidents comportant un élément de haine avaient été enregistrés, soit une hausse par rapport à 2022 et 2021.⁸⁰ Toutefois, comme l'ont souligné bon nombre des personnes rencontrées par la délégation de l'ECRI lors de sa visite en Irlande en 2024, ces événements demeurent insuffisamment signalés. Les données de l'INAR sur les signalements racistes confirment qu'en 2022, la plupart des crimes de haine et incidents comportant un élément de haine ont été signalés au seul dispositif iReport.ie⁸¹ et à peine 20 % des crimes ont été signalés à la Garda.⁸² Les principales motivations haineuses étaient la « race », la nationalité et l'orientation sexuelle.
54. Régulièrement, l'Irlande communique également des données sur les crimes de haine au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), mais celui-ci ne dispose pas de statistiques sur le nombre de crimes de haine qui ont fait l'objet de poursuites ou ont entraîné une condamnation dès lors qu'aucun suivi n'est pour le moment opéré dans l'ensemble du système de justice pénale.⁸³

⁷⁸ Commission européenne, [Ireland : Experiences of candidates with migrant background in local elections | Portail européen sur l'intégration](#) (2024) ; [How Ireland's non-white election candidates are targeted with misinformation and racist abuse](#).

⁷⁹ Coimisiún na Meán publie un dossier d'information pour tous les candidats aux élections - Coimisiún na Meán. En outre, bien qu'elles ne fassent pas directement référence au discours de haine, la Coimisiún na Meán a publié des directives concernant la couverture des élections, qui encouragent les diffuseurs à inclure un éventail de voix et d'opinions dans leur couverture, notamment un mélange de points de vue représentant la diversité culturelle : [Guidelines in Respect of Coverage of Elections](#).

⁸⁰ [Hate Crime Statistics \(statistiques relatives au crime de haine\) - Garda](#).

⁸¹ [Présentation du dispositif iReport - iReport](#).

⁸² INAR, rapports de 2022 sur le racisme en Irlande, <https://inar.ie/wp-content/uploads/2023/03/Reports-of-Racism-in-Ireland-2022.pdf> (2022), p. 7.

⁸³ OSCE/BIDDH, Rapport sur les crimes de haine, [Irlande | HCRW](#) (2023).

55. Tout en reconnaissant les efforts déployés pour enregistrer les crimes de haine, l'ECRI rappelle qu'il conviendrait d'améliorer la disponibilité de données ventilées et d'en assurer un enregistrement systématique à tous les stades de l'enquête, des poursuites, de la condamnation et de l'application de la peine.⁸⁴ Les acteurs de la société civile ont également signalé que les données disponibles ne permettaient pas de déterminer le niveau, la gravité ou le lieu des crimes haineux à l'aune des caractéristiques protégées.
56. L'ECRI recommande aux autorités de mettre en place un système complet de collecte de données permettant d'obtenir une vue d'ensemble intégrée et cohérente du discours de haine et des infractions motivées par la haine à caractère raciste et LGBTIphobe en ventilant comme il se doit les données par type d'infraction, type de motivation fondée sur la haine, groupe cible, suivi judiciaire et issue de la procédure judiciaire, et de rendre ces données accessibles au public.
57. Les autorités ont informé l'ECRI d'un certain nombre d'initiatives visant à soutenir les victimes de la criminalité, notamment la publication d'une nouvelle version de la Charte des victimes et un site Web amélioré,⁸⁵ la création d'un Forum des victimes qui réunit des organisations de la société civile et étatiques, la production de vidéos d'information et de campagnes.⁸⁶ L'ECRI salue également les réalisations de la force de police An Garda Síochána, qui a élaboré un processus de signalement par des tiers (« Third-Party Referrals ») au nom des victimes de crimes de haine⁸⁷ et mis en place un mécanisme de signalement en ligne des crimes de haine pour les situations non urgentes, accessible via un site web dédié,⁸⁸ conformément à la recommandation précédente de l'ECRI.⁸⁹
58. An Garda Síochána a établi des bureaux d'aide aux victimes au sein de chacune de ses divisions. Les cas de discours de haine constitutifs d'une infraction pénale donnent lieu à un soutien aux victimes conformément à la politique pertinente.⁹⁰ L'ECRI a cependant été informée que les victimes d'incidents comportant un élément de haine non constitutifs d'une infraction pénale, ou les victimes d'infractions non reconnues en tant que telles par le système – soit parce que la victime ne signale pas l'infraction, soit parce que la police ne l'enregistre pas – ne peuvent prétendre à un soutien en vertu de la loi de 2017 sur la justice pénale (victimes d'infractions pénales). L'ECRI encourage les autorités à s'intéresser à cette question et à combler toute lacune potentielle de manière à assurer un soutien, une assistance et une protection ciblés et spécialisés aux victimes de crimes de haine, qu'elles aient ou non engagé des poursuites pénales, à la lumière de la Recommandation CM/Rec(2024)4 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la lutte contre les crimes de haine.
59. L'unité de la Garda en charge des questions de diversité (Garda National Diversity Unit, GNDU)⁹¹ a vocation à assurer des services de police égaux aux personnes issues de minorités et affichant des origines diverses, et adaptés aux besoins de ces dernières. La GNDU est responsable à l'échelle nationale de toutes les questions de diversité en lien avec l'application de la loi, y compris le National Hate

⁸⁴ Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle), paragraphe 26.

⁸⁵ [Victims Charter](#).

⁸⁶ En 2023, par exemple, la campagne « Victims of Crime - Know Your Rights » (Victimes de la criminalité - Connaissez vos droits) a déployé une vaste campagne de sensibilisation fondée sur une stratégie médiatique à fort impact pour atteindre à la fois un public national et les personnes au sein des communautés marginalisées sur l'ensemble du territoire irlandais.

⁸⁷ Le tiers signalant peut être une personne représentant une ONG ou une OSC ou encore une personne chargée des questions de diversité au sein de la communauté.

⁸⁸ [Hate Crime Online Reporting - Garda](#).

⁸⁹ Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle), paragraphe 46.

⁹⁰ <https://www.garda.ie/en/victim-services/garda-victim-service/>.

⁹¹ <https://www.garda.ie/garda/en/crime-prevention/community-engagement/community-engagement-offices/garda-national-diversity-unit/garda-national-diversity-unit.html>.

Crime Portfolio (portefeuille national d'affaires de crimes de haine). Également, elle forme, développe et soutient un réseau d'agents de la diversité de la Garda (Garda Diversity Officers, GDO) dont la mission est de dialoguer activement avec les communautés minoritaires, diversifiées et difficiles à atteindre et de répondre aux préoccupations de ces communautés, en étendant l'accessibilité des services et en collaborant avec les bureaux locaux du Service aux victimes de la Garda afin de définir les priorités en termes de besoins des victimes. En novembre 2023, le réseau des GDO comptait 586 agents à l'échelle nationale.⁹² L'ECRI considère qu'il peut s'agir ici d'une **bonne pratique**.

60. L'ECRI a appris que la force de police An Garda Síochána avait dispensé à l'ensemble de l'organisation une formation obligatoire sur les crimes de haine en ligne en 2022.⁹³ La GNDU organise quant à elle des séminaires de formation réguliers au profit des GDO qui intègrent le service ou sont déjà en poste, dans tout le pays ; en 2022/2023, ces séminaires ont été proposés dans chacune des divisions de la Garda. Les séminaires abordent les développements actuels concernant les crimes de haine et relaient les contributions de personnes représentant des organisations de la société civile ainsi que la communauté, en veillant à ce que leurs points de vue et leurs besoins soient communiqués efficacement.
61. Les autorités ont fait savoir à l'ECRI que la force de police An Garda Síochána, dans le souci d'accroître la diversité au sein de la police, avait lancé des campagnes de recrutement destinées à encourager les candidates et candidats issus de minorités. Elle a également lancé en 2021 son programme de stages pour la diversité (Diversity Internship Programme) à l'attention des jeunes en fin de scolarité et des jeunes diplômés, en particulier celles et ceux issus de groupes généralement sous-représentés au sein de cette instance. Si le projet a donné lieu à un plus grand nombre de candidatures émanant de minorités ethniques, on ne sait pas quel a été le nombre de personnes acceptées pour ce groupe.⁹⁴
62. L'Université de Limerick a étudié le rôle que le racisme institutionnel potentiel peut jouer en créant des obstacles à l'accès à la justice, en particulier pour les communautés minoritaires, et soulevé des préoccupations au sujet des critères peu clairs qui sont appliqués pour établir si une personne présente le caractère intègre nécessaire pour intégrer An Garda Síochána, soulignant que les candidatures émanant de Travellers peuvent être jugées non recevables du fait de leur exposition à une surveillance policière excessive, de leurs antécédents de crédit ou des antécédents criminels de certains membres de leur famille. La majorité des personnes interrogées dans le cadre de ces recherches étaient également d'avis que si une personne de la communauté des Travellers intégrait un métier du domaine de la justice pénale, elle ne serait pas convenablement

⁹² Cette liste est accessible au public et mise à jour régulièrement : <https://www.garda.ie/!WTJXG2> (2023).

⁹³ Conçue avec le concours d'expertes et experts internationaux et avec le soutien de l'INAR (Irish Network Against Racism), cette formation a abordé les thèmes suivants : le concept de crime de haine et son impact ; les nouvelles politiques et procédures déployées pour répondre aux crimes de haine et aux incidents comportant un élément de haine mais ne constituant pas une infraction ; les principaux groupes et communautés cibles ; les indicateurs de parti pris permettant d'identifier et d'enregistrer les éléments attestant de partis pris/d'hostilité/de préjugés, conformément à la définition du crime de haine et à la politique y relative ; l'identification des victimes potentielles, l'encouragement au signalement des crimes de haine à l'aide d'entretiens vidéo avec des personnes victimes de crimes de haine et d'exemples de bonnes pratiques ; la collaboration avec des organisations de la société civile à l'aide d'entretiens filmés avec des personnes représentant des OSC/ONG nationales de premier plan ; la poursuite des affaires de crime de haine à l'aide d'études de cas.

⁹⁴ Une étude du Bureau central de la statistique (Central Statistics Office) publiée en 2023 a comparé la diversité au sein d'An Garda Síochána à la diversité au sein de la population irlandaise en général et a révélé que 98 % des personnes employées étaient irlandaises et blanches, 98 % étaient citoyennes irlandaises, 89 % étaient catholiques et les hommes étaient représentés à 64 %. En revanche, les résultats du recensement le plus récent (2022) ont révélé que 77 % de la population générale s'identifiaient en tant que personnes blanches irlandaises, 84 % en tant que citoyennes irlandaises, 69 % en tant que catholiques et 49 % en tant qu'hommes. Ces résultats démontrent qu'il reste encore beaucoup à faire pour qu'An Garda Síochána soit représentative de la société irlandaise : [Diversity in An Garda Síochána 2023 - Central Statistics Office](#) (2023).

traitée par ses collègues et tendrait à masquer ou cacher son identité afin d'être acceptée au sein de l'organisation.⁹⁵

63. L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) chercher à recruter davantage de fonctionnaires issus de minorités ou d'origine immigrée et rendre publiques les données sur le recrutement, l'embauche et la promotion des groupes sous-représentés ; et ii) développer plus avant les formations sur le traitement des groupes relevant du mandat de l'ECRI ouvertes à l'ensemble des fonctionnaires de la police.

III. INTÉGRATION ET INCLUSION

A. Personnes migrantes

64. Selon les résultats du dernier recensement réalisé en 2022, un peu plus de 89 500 personnes ont immigré en Irlande, soit une augmentation de 9 % par rapport au recensement mené en 2016. Près d'une personne immigrée sur quatre était de nationalité irlandaise et trois sur quatre étaient citoyennes de pays autres que l'Irlande. Au sein de ce dernier groupe, près de 10 000 personnes étaient originaires d'Inde et près de 5 200 du Brésil. Sur les 10 principaux pays d'origine des personnes immigrées en Irlande, cinq étaient des États membres de l'UE – l'Espagne, la Roumanie, la France, l'Italie et la Pologne. Le pays comptait 4 247 personnes de nationalité non irlandaise qui avaient vécu en Ukraine au cours de l'année précédant le recensement de 2022, conséquence de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Ce nombre peut paraître moins élevé que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre. 18 566 personnes ont en fait déclaré avoir la nationalité ukrainienne, mais beaucoup ne se sont pas identifiées comme résidentes habituelles de l'Irlande et n'ont donc pas été incluses.⁹⁶
65. Ces dernières années, le nombre de personnes demandant l'asile en Irlande a considérablement augmenté. En 2022, un nombre record de 13 651 personnes ont demandé l'asile, soit une augmentation de 415 % par rapport à 2021 (2 648) et de 186 % par rapport aux chiffres d'avant la pandémie en 2019 (4 781).⁹⁷ En juillet 2024, le Bureau de la protection internationale (International Protection Office, IPO) comptait 23 360 demandes en souffrance. L'augmentation récente du nombre de demandes d'asile, conjuguée à des problèmes de personnel, a contribué à ce nombre de demandes en souffrance.⁹⁸
66. L'augmentation du nombre de bénéficiaires d'une protection internationale et de personnes migrantes qui entrent en Irlande a exacerbé les problèmes systémiques préexistants et suscité des tensions dans l'opinion publique. En novembre 2023, par exemple, des émeutes anti-immigration ont éclaté à Dublin et entraîné d'importants dommages aux infrastructures ainsi qu'un sentiment de peur et de détresse parmi les communautés ciblées. Les faits ont suscité une escalade de la violence dans toute l'Irlande : on a notamment enregistré 14 incendies criminels contre des locaux de protection internationale et temporaire.⁹⁹ Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, qui s'est rendu en Irlande en octobre 2024, s'est également déclaré préoccupé par l'hostilité croissante à l'égard des personnes demandant l'asile et par le fait que plusieurs d'entre elles finissent

⁹⁵ University of Limerick, [Irish Travellers' Access to Justice](#) (2023) ; [Gardaí have negative view of Travellers, survey finds – The Irish Times](#).

⁹⁶ Central Statistics Office, [Immigration Census of Population 2022 Profile 5 - Diversity, Migration, Ethnicity, Irish Travellers & Religion - Central Statistics Office](#) (2023).

⁹⁷ International Protection Office, Rapport statistique du mois de décembre 2022, disponible en anglais [ici](#).

⁹⁸ Au mois de janvier 2025, la durée de traitement médiane des dossiers classiques était de 82 semaines : <https://www.gov.ie/pdf/?file=https://assets.gov.ie/281364/22c62824-9f61-457a-8bca-23e70693e75a.pdf#page=null>.

⁹⁹ [Mapped : The fires linked to accommodation for migrants](#) et [Clout, kicks and clicks : Analysing the surge in anti-migrant harassment and violence in Ireland - ISD](#).

souvent par dormir à la dure.¹⁰⁰ Dans l'intérêt de la protection des personnes accueillies dans des centres d'hébergement, il serait utile de procéder à l'adoption du projet de loi de 2021 sur la protection des lieux de résidence privés (contre les piquets de protestation ciblés).¹⁰¹ Si cette loi est adoptée, elle créera une nouvelle infraction en cas d'organisation ou de participation à des protestations ciblées dans un rayon de 200 mètres autour d'un lieu d'habitation. L'ECRI encourage les autorités à faire avancer ce projet de loi et à préciser que la définition de la notion « lieu d'habitation » inclut également les lieux d'hébergement d'urgence non permanents.

67. En août 2024, la Haute Cour a statué que le gouvernement irlandais avait manqué à son devoir de pourvoir aux besoins essentiels, parmi lesquels le logement, des personnes qui demandent l'asile. Il s'agit de la première affaire dans laquelle l'IHREC a utilisé ses pouvoirs juridiques pour engager des poursuites judiciaires en son nom propre. En novembre 2024, le gouvernement a interjeté appel contre la décision de la Haute Cour.¹⁰²
68. L'ECRI a exprimé à plusieurs reprises des préoccupations quant à l'hébergement des personnes demandant la protection internationale (DPI) dans des centres de prise en charge directe.¹⁰³ Le gouvernement s'était alors engagé à mettre fin à la prise en charge directe à l'horizon 2024,¹⁰⁴ mais il a finalement opté pour une nouvelle stratégie globale d'hébergement des DPI qui s'appuie sur le recours systématique à des fournisseurs commerciaux d'hébergements d'urgence.¹⁰⁵ Des milliers de DPI attendent ainsi une proposition d'hébergement et vivent dans la rue, et celles qui ont obtenu un logement rencontrent encore des difficultés pour accéder aux services et aux équipements de base. En outre, dans un rapport de 2023 commandé par le gouvernement afin d'examiner les expériences vécues par les DPI membres de la communauté LGBTI+, LGBT Ireland a présenté des recommandations spécifiques destinées à améliorer le soutien à l'endroit de ces personnes au sein du système de protection internationale.¹⁰⁶ Une équipe de l'IPAS chargée du bien-être des résidentes et résidents a été nommée afin de diriger la mise en œuvre des recommandations tirées du rapport. L'ECRI a toutefois appris que la protection des personnes LGBTI en quête d'asile contre la discrimination, la violence et le harcèlement n'était toujours pas assurée par les centres de prise en charge directe.
69. L'ECRI recommande aux autorités, à titre prioritaire, d'agir en étroite coopération avec les autorités locales et les organisations de la société civile afin de prendre des mesures rapides et efficaces pour améliorer la disponibilité d'hébergements sûrs et la qualité de ces hébergements pour les personnes qui bénéficient de la protection internationale et celles qui en font la demande, y compris, dans le cas des LGBTI, des mesures visant à garantir que les personnes bénéficiaires et demandeuses aient accès à un hébergement garantissant leur sécurité et excluant tout risque de discrimination.

¹⁰⁰ [Human rights commissioner 'alarmed' over number of asylum seekers sleeping rough in Ireland.](#)

¹⁰¹ [Protection of Private Residences \(Against Targeted Picketing\) Bill 2021 – No. 139 of 2021 – Houses of the Oireachtas.](#)

¹⁰² IHREC, <https://www.ihrec.ie/commission-welcomes-significant-judgment-on-the-human-rights-of-international-protection-applicants-in-landmark-case/> (2024) ; [Government appeals High Court ruling that the State is breaching human rights of asylum seekers ; State has 'done nothing' about High Court judgment finding breach of asylum seekers' rights, judge hears – The Irish Times.](#)

¹⁰³ Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle de monitoring), paragraphe 117 ; rapport de l'ECRI sur l'Irlande (quatrième cycle de monitoring), paragraphe 116.

¹⁰⁴ [gov.ie - White Paper on Ending Direct Provision | Executive Summary in various languages.](#)

¹⁰⁵ [Comprehensive Accommodation Strategy for International Protection Applicants.](#)

¹⁰⁶ [gov.ie - LGBTI+ people living in International Protection Accommodation Services \(IPAS\) accommodation : Best practices & lived experiences.](#)

70. La Stratégie d'intégration des personnes migrantes (Migrant Integration Strategy, MIS) 2017-2021 représentait le cadre politique central pour la promotion de l'intégration de toutes les personnes migrantes qui résidaient légalement en Irlande. Elle reposait sur une approche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics dans le but de renforcer la diversité, l'inclusion et l'égalité en mettant davantage l'accent sur les mesures d'inclusion sociale, l'amélioration de l'accès aux services publics et des actions ciblées pour lutter contre le racisme. Lors de sa visite en Irlande en 2024, la délégation de l'ECRI a été informée de la finalisation à venir (mi-2025) de la prochaine stratégie MIS, qui présentera dans le détail les objectifs et les indicateurs d'impact. L'ECRI espère que les autorités tiendront cet engagement.
71. L'ECRI a appris qu'un certain nombre de cours de langue étaient dispensés aux bénéficiaires d'une protection internationale ainsi qu'aux personnes migrantes, notamment par le biais de la formation English for Speakers of Other Languages (ESOL) proposée par l'ensemble des conseils de l'éducation et de la formation aux niveaux débutant, intermédiaire et avancé, principalement en face à face et à temps partiel, mais aussi dans des formats en ligne ou hybrides et à plein temps. Certains de ces cours sont liés à d'autres sujets tels que le service à la clientèle, l'hôtellerie, la formation au métier d'aide-soignant, les compétences informatiques et les compétences en affaires. Toutefois, aucun cours d'intégration nationale complet et systématique n'est proposé. Le National Integration Fund et le Communities Integration Fund servent à financer des projets et des initiatives d'intégration, mais la fourniture des services concernés et la mise en œuvre des dits projets et initiatives sont souvent assurées par les autorités locales et les organisations de la société civile.
72. Le ministère de l'Entreprise, du Commerce et de l'Emploi (DETE) est chargé de l'octroi de permis de travail aux personnes qui ne sont pas issues d'États membres de l'Espace économique européen (EEE) et publie des statistiques annuelles en la matière.¹⁰⁷ Par le biais des services d'emploi Intreo,¹⁰⁸ le département de la protection sociale fournit une aide à l'emploi aux migrants et à d'autres groupes concernés par l'ECRI, ce qui inclut l'accès à des opportunités de qualification et d'emploi. La nature des services qu'ils reçoivent dépend de leur droit à l'aide au revenu et de leur droit de séjour, ainsi que de leur accès à divers programmes actifs du marché du travail tels que l'emploi communautaire et le programme d'expérience en matière de placement professionnel (WPEP).¹⁰⁹
73. Les recherches révèlent un changement d'attitude à l'égard de l'immigration et des personnes réfugiées en Irlande ces dernières années et la population est plus favorable aux initiatives d'aide à l'endroit des personnes réfugiées en provenance d'Ukraine et des personnes migrantes de l'UE qu'elle ne l'est en ce qui concerne l'aide aux personnes en quête d'asile et migrantes en provenance de l'extérieur de l'UE/de l'Ukraine.¹¹⁰ Les organisations de la société civile ont signalé de grandes disparités en matière d'accès aux soins de santé et à l'emploi entre les Ukrainiennes et Ukrainiens bénéficiant d'une protection temporaire, d'une part, et les personnes qui demandent l'asile, d'autre part. Si l'on prend l'exemple des bénéficiaires de la protection temporaire, la période d'admissibilité est réduite de douze à neuf mois. De même, l'ECRI a appris que les bénéficiaires de la protection temporaire ont la possibilité de commencer à travailler immédiatement tandis que les personnes qui demandent l'asile doivent respecter un délai de six mois et certaines peuvent même recevoir un traitement différent selon qu'elles détiennent

¹⁰⁷ Permis de travail : tableaux statistiques et listes de sociétés par année : [Statistics - DETE](#).

¹⁰⁸ [Intreo - the Public Employment Services](#).

¹⁰⁹ [gov.ie - Work Placement Experience Programme](#).

¹¹⁰ ESRI, [Attitudes towards immigration and refugees in Ireland : Understanding recent trends and drivers | ESRI](#) (2024), pp. 38-40.

un permis de travail général (General Employment Permit) ou un permis de travail « compétences stratégiques » (Critical Skills Permit).¹¹¹ Plutôt que de renforcer et d'étendre les mesures d'intégration au profit de l'ensemble des personnes réfugiées et migrantes, le gouvernement a récemment annoncé ce que l'on considère comme une réduction drastique des prestations de protection sociale pour les bénéficiaires de la protection temporaire vivant dans des centres d'hébergement fournis par l'État en Irlande.¹¹² L'ECRI encourage vivement les autorités à étendre, et non restreindre, les services d'intégration à l'ensemble des bénéficiaires de la protection internationale et aux personnes migrantes, en appliquant possiblement aux demandeuses et demandeurs d'asile ainsi qu'aux bénéficiaires de la protection internationale certaines des dispositions de la directive sur la protection temporaire¹¹³ qui ont porté leurs fruits, et en tenant dûment compte de sa déclaration de 2022 sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.¹¹⁴

74. Sur une note positive, le gouvernement a lancé en mars 2023 son Plan d'action national contre le racisme (National Action Plan Against Racism, NAPAR) pour la période 2023-2027,¹¹⁵ qui témoigne d'une démarche coordonnée de l'État pour lutter contre le racisme sous toutes ses formes, y compris l'antisémitisme, la discrimination envers les personnes musulmanes, le racisme qui touche les personnes et les communautés des Travellers et des Roms, le racisme envers les personnes d'ascendance africaine, ainsi que les personnes migrantes, les personnes réfugiées et celles qui demandent l'asile. Le premier rapport sur la mise en œuvre du NAPAR au cours de la période 2023/2024 a été publié. Il décrit les actions énoncées dans le plan d'action qui ont déjà été mises en œuvre ou sont en cours de réalisation.¹¹⁶ L'ECRI partage l'avis exprimé par un certain nombre de personnes rencontrées lors de sa visite, qui estiment que le NAPAR constitue une avancée significative en matière de lutte contre les formes institutionnelles de racisme.
75. Dans le même temps, plusieurs personnes ont critiqué son manque de précision quant aux délais fixés, au financement et à l'organisme responsable des mesures prioritaires, ce qui limite la transparence et la responsabilité à l'égard de la mise en œuvre du plan.¹¹⁷ Elles ont en outre souligné les insuffisances globales en matière de collecte de données relatives à l'égalité en Irlande, notamment les difficultés à mesurer les résultats obtenus par les groupes ethniques minoritaires et l'impact des politiques et programmes nationaux. L'action 4.3 du NAPAR appelle à l'introduction d'une classification ethnique normalisée dans les systèmes administratifs, les organismes publics et les enquêtes afin de favoriser le contrôle et la surveillance du respect de l'égalité ethnique dans les politiques, les budgets et les programmes de l'État. Cette classification devrait être effective à

¹¹¹ L'Irlande a mis en place un système de permis de travail à deux niveaux, qui différencie les emplois pouvant donner droit à un permis de travail « compétences stratégiques » (Critical Skills Permit) des emplois autorisant à postuler uniquement pour un permis de travail général (General Employment Permit). Le titulaire d'un permis de travail général ne jouit pas des mêmes droits que le titulaire d'un permis pour compétences stratégiques en matière de regroupement familial, de possibilité de changer d'employeur et, jusqu'en mai 2024, de droit de travailler pour son conjoint et les personnes à sa charge : [Changes to Employment Permits to Allow Spouses to Work - MRCI](#).

¹¹² [UNHCR Statement on Proposed Benefit Cuts for Refugees from Ukraine](#) (2024).

¹¹³ [Directive - 2001/55 - FR - EUR-Lex](#) ; [Décision d'exécution - 2022/382 - FR - EUR-Lex](#) ; [Protection temporaire - Commission européenne](#). Voir, à cet égard, [Irish Red Cross | Ukraine Crisis Response FAQs](#) et [Ukraine arrivals from next March would not be offered accommodation under new plan – The Irish Times](#).

¹¹⁴ [Déclaration](#) adoptée par l'ECRI lors de sa 88^e réunion plénière (29 mars - 1^{er} avril 2022). Lors de leur 1435^e réunion tenue le 1^{er} juin 2022, les Délégués des Ministres du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ont encouragé les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires à la lumière de la déclaration de l'ECRI.

¹¹⁵ [gov.ie - Minister Joe O'Brien announces publication of Ireland's National Action Plan Against Racism 2023-2027](#).

¹¹⁶ [gov.ie - National Action Plan Against Racism](#).

¹¹⁷ IHREC, [Accountability needed from State to Combat Racism - IHREC - Irish Human Rights and Equality Commission](#) (2023) ; INAR, [NAPAR](#) (2023).

l'horizon 2025 et associée à la stratégie à venir en matière de données relatives à l'égalité (Equality Data Strategy).¹¹⁸

76. L'ECRI recommande aux autorités de mettre au point un système approprié d'indicateurs d'intégration dans divers domaines de l'action publique qui abordent le racisme et l'inclusion interculturelle, notamment dans l'éducation, l'emploi, le logement et la santé, et d'améliorer la collecte de données complètes et dûment ventilées relatives à l'égalité des personnes bénéficiant d'une protection internationale et des personnes migrantes, y compris des données ventilées par genre. Ces données devraient être utilisées par les organismes compétents en vue d'une évaluation claire des besoins de ces personnes et de l'élaboration de mesures politiques plus ciblées.

B. Communautés des Travellers et des Roms

77. Selon le recensement de 2022,¹¹⁹ 32 949 membres de la communauté des Travellers (les Gens du voyage d'origine irlandaise) vivaient en Irlande à cette date et pour la première fois, les personnes appartenant à la communauté rom vivant en Irlande ont pu s'identifier comme telles dans le questionnaire de recensement (au nombre de 16 059).¹²⁰ Les enquêtes et les conclusions de la visite de l'ECRI en Irlande suggèrent que les personnes membres des communautés des Travellers et des Roms restent confrontées à des niveaux élevés de racisme et de discrimination, et des recherches récentes confirment des attitudes négatives à leur égard.¹²¹
78. L'ECRI se félicite de l'adoption de la première Stratégie pour l'éducation des Travellers et des Roms 2024-2030 (Traveller and Roma Education Strategy 2024-2030) et du Plan de mise en œuvre et d'action 2024-2026 (2024-2026 Plan for Implementation and Action) qui lui est associé.¹²² Elle salue également la deuxième Stratégie nationale pour l'inclusion des Travellers et des Roms 2024-2028 (National Traveller and Roma Inclusion Strategy 2024-2028, NTRIS II) et son Plan d'action 2024-2026 (Action Plan 2024-2026).¹²³ Le gouvernement a quant à lui lancé son premier Plan d'action national pour la santé des Travellers (National Traveller Health Action Plan, PNTHA) 2022-2027.¹²⁴ Bien que l'ECRI note avec satisfaction l'adoption de ces cadres et instruments, elle partage également la préoccupation exprimée par nombre de personnes au cours de la visite, à savoir que l'Irlande risque de tomber dans le piège du pays qui « multiplie les politiques mais agit peu », pour reprendre les propos de certains interlocuteurs et interlocutrices.¹²⁵ L'ECRI invite les autorités à œuvrer de façon résolue pour assurer que ces stratégies et plans d'actions sont dotées de ressources adéquates et pleinement mises en œuvre afin de remédier aux nombreux défis auxquels

¹¹⁸ [gov.ie - Minister O'Gorman announces the development of a National Equality Data Strategy](https://www.gov.ie/en/minister-o-gorman-announces-the-development-of-a-national-equality-data-strategy/).

¹¹⁹ Central Statistics Office, [Irish Travellers - CSO - Central Statistics Office](https://www.cso.ie/en/publications/irish-travellers-cso-central-statistics-office/) (2023).

¹²⁰ [gov.ie - Spotlight report on Roma in Ireland published](https://www.gov.ie/en/spotlight-report-on-roma-in-ireland-published/).

¹²¹ À titre d'exemple, seules 53 % des personnes interrogées se sentiraient à l'aise à l'idée de vivre à proximité d'une personne issue de la communauté des Travellers ou des Roms : [gov.ie - Survey on People in Ireland's attitude towards diversity](https://www.gov.ie/en/survey-on-people-in-ireland-s-attitude-towards-diversity/) (2023), p. 6. En outre, lors de sa visite en Irlande, la délégation de l'ECRI a entendu un certain nombre de témoignages de Travellers et de Roms, y compris dans le comté de Donegal, qui ont évoqué leurs luttes quotidiennes à travers des exemples personnels de ce qu'ils considéraient comme une discrimination individuelle ou institutionnelle dans divers domaines de la vie, tels que l'éducation, l'emploi, le logement ou encore les soins de santé, ou simplement lorsqu'ils essayaient de réserver une chambre d'hôtel ou un lieu pour célébrer un événement familial.

¹²² [gov.ie - Traveller and Roma Education Strategy](https://www.gov.ie/en/traveller-and-roma-education-strategy/).

¹²³ [gov.ie - National Traveller and Roma Inclusion Strategy II 2024-2028](https://www.gov.ie/en/national-traveller-and-roma-inclusion-strategy-ii-2024-2028/).

¹²⁴ [gov.ie - Ministers for Health, Public Health, Wellbeing and the National Drugs Strategy, and Children, Equality, Disability, Integration and Youth, and the HSE launch the first National Traveller Health Action Plan](https://www.gov.ie/en/ministers-for-health-public-health-wellbeing-and-the-national-drugs-strategy-and-children-equality-disability-integration-and-youth-and-the-hse-launch-the-first-national-traveller-health-action-plan/).

¹²⁵ Le gouvernement a été largement critiqué pour son inaction dans des domaines stratégiques critiques, parmi lesquels la pauvreté, l'éducation, l'emploi, le logement et l'accès aux soins de santé. Voir IHREC, [Ireland and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights - IHREC - Irish Human Rights and Equality Commission](https://www.ihrec.org/en/ireland-and-the-international-covenant-on-economic-social-and-cultural-rights/) (2024).

continuent de se heurter les communautés des Travellers et des Roms en Irlande, notamment le racisme et la discrimination.¹²⁶

79. Un rapport de 2023 a mis en lumière les pratiques en vigueur dans certaines écoles irlandaises qui séparent encore les enfants dans des classes réservées aux Travellers et le fait que certains enseignants et enseignantes encouragent activement les enfants de ces communautés à quitter l'école à 16 ans, qui est l'âge limite de fréquentation scolaire obligatoire.¹²⁷ En outre, plusieurs ONG se sont dites préoccupées par l'application d'horaires réduits (réduction du temps scolaire) pour les élèves en situation vulnérable, notamment les enfants des communautés des Travellers et des Roms.¹²⁸ L'ECRI encourage les autorités à continuer d'évaluer le recours aux mesures de réduction du temps scolaire¹²⁹ et à réagir promptement pour assurer que cette pratique se limite aux seules circonstances dans lesquelles elle est absolument nécessaire (par exemple, aider un élève à retourner à l'école après une période d'absence ou en raison d'un problème médical ou de santé mentale)¹³⁰ et ne s'applique pas de manière disproportionnée aux élèves des communautés des Travellers et des Roms.
80. Sur une note positive, l'initiative Equal Start lancée en mai 2024, combine un modèle de financement et un ensemble de mesures universelles et ciblées associées qui ont vocation à soutenir l'accès et la participation à l'éducation préscolaire et à l'accueil de la petite enfance ainsi qu'à l'accueil d'enfants en âge scolaire au profit des enfants défavorisés et de leurs familles (y compris les Travellers ou les Roms).¹³¹ De même, le modèle d'identification pour l'égalité des chances à l'école (DEIS, Delivering Equality of Opportunity in Schools) prévoit des mesures spécifiques visant à renforcer la fréquentation scolaire des enfants et des adolescentes et adolescents de ces communautés et à les aider à aller au bout de leurs études. Dans le sillage de l'expansion du programme, l'ECRI a été informée que 361 autres écoles bénéficiaient désormais du programme DEIS et que près de 65 % des élèves de la communauté des Travellers pouvaient bénéficier de cet accompagnement.¹³² L'ECRI accueille favorablement ces deux initiatives, qu'elle considère comme des **pratiques prometteuses**, et salue en particulier l'approche à plusieurs niveaux qui intègre des dispositifs d'accompagnement universel au profit de tous les enfants et dans tous les contextes ainsi que des dispositifs d'accompagnement ciblé sur les enfants et des dispositifs d'accompagnement ciblé sur les contextes pour les groupes prioritaires et les contextes défavorisés. Toutefois, l'ECRI encourage les autorités à assurer un suivi et une évaluation réguliers et efficaces de ces programmes et à intervenir pour apporter les ajustements nécessaires.¹³³

¹²⁶ Voir aussi, à cet égard, Comité des droits économiques, sociaux et culturels : [Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de l'Irlande](#) (2024), paragraphe 23.

¹²⁷ Many North Cork Traveller children still facing barriers to education, study finds : [2023 - News and Views, University College Cork](#).

¹²⁸ Children's Rights Alliance, Report Card 2024, <https://childrensrights.ie/wp-content/uploads/2024/02/Report-Card-2024.pdf> (2024), p. 58.

¹²⁹ [gov.ie - The Use of Reduced School days](#).

¹³⁰ Directives à l'intention des écoles concernant l'enregistrement et la notification du recours à la réduction du temps scolaire, [gov.ie - The Use of Reduced School days](#) (Publié le 16 septembre 2021, en vigueur à compter du 1er janvier 2022), p. 3.

¹³¹ [gov.ie - Equal Start](#) ; [gov.ie - Equal Start for children experiencing disadvantage](#).

¹³² [gov.ie - DEIS Delivering Equality of Opportunity In Schools](#).

¹³³ Le financement public, y compris les aides à la garde d'enfant pour les parents, intervient par exemple uniquement dans le cas des programmes proposés par l'intermédiaire de prestataires enregistrés auprès de Tusla, l'agence pour l'enfance et la famille. D'autres types de services de garde d'enfants, tels que les services d'assistantes maternelles non agréées, ne sont pas couverts par des programmes publics de garde d'enfants financés : Children's Rights Alliance, [Child Poverty Monitor 2024](#) (2024), p. 35. On constate aussi des problèmes d'effectifs liés au recrutement et à la rétention du personnel, qui impliquent des listes d'attente importantes et un nombre limité de places vacantes : [Reported capacity by age group](#). IHREC, [Policy Statement on Care](#) (2023), p. 52.

81. En dépit de l'engagement du gouvernement, l'accès à l'emploi resterait semé d'obstacles pour les Travellers dont les niveaux de chômage¹³⁴ et de sous-emploi seraient élevés, et de nombreux Roms ont déclaré ne pas révéler leur véritable identité dans le cadre d'une recherche d'emploi, par crainte de discrimination.¹³⁵ La stratégie NTRIS II comporte une section spécifique sur l'emploi et un nombre de services gouvernementaux travailleront ensemble pour superviser un programme renforcé d'aide à l'emploi des Travellers, un nouveau programme de stages dans la fonction publique ouvert aux Travellers et aux Roms ainsi que des opportunités de création d'entreprise.¹³⁶
82. Les autorités ont fait savoir à l'ECRI qu'elles continuaient d'apporter des améliorations à leur dispositif de fourniture d'un logement convenable aux Travellers, y compris la fourniture d'hébergements adaptés à leurs préférences culturelles. Elles ont également souligné que, ces dernières années, les autorités locales avaient pleinement utilisé le budget d'investissement du ministère du Logement, des Collectivités locales et du Patrimoine disponible pour financer des solutions d'hébergement adaptées à ces personnes.¹³⁷ Si certaines mesures ont été prises, le Comité européen des droits sociaux a néanmoins constaté en 2024 qu'aucun élément ne permettait d'attester d'améliorations tangibles et significatives en ce qui concerne la fourniture de solutions d'hébergement aux Travellers ou les conditions de vie sur les aires d'accueil. Le Comité a également noté avec inquiétude la persistance de plusieurs questions soulevées précédemment, notamment en ce qui concerne l'absence d'une offre adéquate de solutions d'hébergement adaptées à la culture des Travellers, les longs délais d'attente pour les logements sociaux et les piètres conditions de vie sur les aires d'accueil communales.¹³⁸ En dépit de l'adoption d'une stratégie à long terme intitulée « Housing for All : a New Housing Plan for Ireland », qui s'étend jusqu'en 2030,¹³⁹ la crise du logement et du sans-abrisme qui touche de manière disproportionnée les Travellers est toujours une réalité dans le pays.¹⁴⁰
83. Il y a des indications que pour les Travellers et les Roms, les résultats en matière de santé sont moins bons que ceux de la population en général et ces communautés connaissent également des inégalités en matière de santé. Comme le souligne la NTRIS II, dans le droit fil d'une approche fondée sur les déterminants sociaux, des problématiques plus larges peuvent avoir une incidence sur l'état de santé.¹⁴¹ Ces facteurs ont un impact négatif évident sur les résultats en matière de

¹³⁴ Selon le recensement de 2022, le taux de chômage des Travellers âgés de 15 à 65 ans était de 61 % (58 % pour les femmes et 63 % pour les hommes).

¹³⁵ Parmi les autres obstacles à l'emploi figurent les barrières linguistiques et les problèmes d'alphabétisation, le manque d'accès à une formation appropriée, les problèmes de santé liés au logement et aux conditions de travail antérieures, et le manque de possibilités de garde d'enfants et de transport. Parmi les personnes qui ont pris part à l'étude, celles qui avaient un emploi étaient plus susceptibles d'occuper un emploi précaire et de mauvaise qualité. Pavee Point Traveller and Roma Centre and Applied Social Studies, Maynooth University, [Roma in Ireland : Access to Fair and Decent Work](#) (2023), pp. 30-46.

¹³⁶ [Strategy published to address issues faced by Travellers](#).

¹³⁷ Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle de monitoring), paragraphe 71 et Conclusions de l'ECRI sur l'Irlande (publiées le 3 mars 2022).

¹³⁸ Comité européen des droits sociaux, Follow-up to decisions on the merits of collective complaints, Findings 2023, <https://rm.coe.int/findings-2023-en-final/1680b0630c> (2024), p. 128.

¹³⁹ gov.ie - Housing for All - a New Housing Plan for Ireland.

¹⁴⁰ FLAC, [Traveller Accommodation : Access to Justice, Human Rights and Equality Submission the Joint Committee on Key Issues affecting the Traveller Community](#) (2024) ; Irish Traveller Movement, [Parallel report to the Committee to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights towards Ireland's review at its 75th Session](#) (2024) ; IHREC, [Comments on Ireland's 20th National Report on the Implementation of the European Social Charter](#) (2023).

¹⁴¹ Par exemple, les communautés des Travellers et des Roms ainsi que d'autres groupes ethniques minoritaires sont non seulement plus exposées au risque de sans-abrisme, mais aussi confrontés à divers problèmes de santé qui nuisent à leur qualité de vie. HSE National Social Inclusion, [National Strategic Plan to Improve the Health of People Experiencing Homelessness in Ireland \(2024-2027\)](#) (2024), p. 4.

santé, notamment en ce qui concerne l'espérance de vie,¹⁴² l'automutilation et les taux de suicide.¹⁴³

84. De l'avis de l'ECRI, les problèmes qui touchent les Travellers et les Roms sont multiformes et interconnectés et imposent par conséquent des interventions multidimensionnelles, qui abordent l'éducation, l'emploi, l'hébergement et la santé. Tous ces domaines, et bien plus encore, sont inclus et détaillés dans la stratégie NTRIS II. Toutefois, étant donné que la mise en œuvre constituait une faiblesse de la stratégie précédente, il est essentiel que les autorités adoptent une approche axée véritablement sur les résultats ainsi qu'un mécanisme transparent de présentation de rapports et de mise en œuvre.
85. L'ECRI recommande aux autorités de prendre des mesures décisives pour assurer la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale pour l'inclusion des Travellers et des Roms 2024-2028 (NTRIS II) et de ses plans d'action biennaux, notamment : i) en allouant des ressources durables et suffisantes ; ii) en assurant un suivi et une évaluation réguliers ; iii) en veillant à une coopération étroite avec les autorités locales, les organisations de la société civile et les membres des communautés des Travellers et des Roms.
86. Lors de sa visite en Irlande en 2024, la délégation de l'ECRI a pu rencontrer le Conseil d'administration ainsi que des membres du personnel du Donegal Travellers Project à Letterkenny, dont beaucoup appartiennent à la communauté des Travellers. L'ECRI a également discuté des expériences et des défis auxquels sont confrontés les Roms et les Travellers, mais aussi d'autres communautés ethniques minoritaires, dans le Donegal, avec le Conseil du comté de Donegal, des entreprises de développement local ainsi que des Travellers, des Roms et des personnes réfugiées ukrainiennes appartenant à la communauté rom.¹⁴⁴ Ces échanges ont mis en lumière des initiatives très positives au niveau communautaire qu'il conviendrait, selon l'ECRI, de continuer de soutenir financièrement, telles que les programmes visant à accroître l'implication des parents de la communauté des Travellers dans l'éducation, la formation interculturelle et le signalement de faits de racisme dans le domaine des services sociaux et de santé, les programmes en faveur de l'emploi et les opportunités professionnelles.
87. L'ECRI recommande aux autorités de consacrer des ressources financières suffisantes aux organisations de développement communautaire dirigées par des Travellers et des Roms, de manière à garantir leur participation pleine et effective à la recherche, à la mise en œuvre des politiques et au suivi dans divers secteurs, y compris l'éducation, l'emploi, le logement et les soins de santé.

¹⁴² Le taux global de mortalité des Travellers est 3,5 fois plus élevé que celui de la population générale. Dans le recensement de 2022, 4 % des Travellers ont déclaré un état de santé mauvais ou très mauvais. Ce chiffre est deux fois plus élevé que la proportion de la population totale qui a déclaré un état de santé mauvais ou très mauvais (2 %). La population rom affiche elle aussi une espérance de vie inférieure à la moyenne et signale une discrimination dans l'accès à la santé. Sur les 6 643 appels reçus par le service d'assistance téléphonique national pour les Roms (Cairde National Roma Infoline) en 2022, plus de la moitié émanaient de Roms qui n'avaient pas de carte médicale, ou de personnes intervenant en leur nom, et près d'un quart des appels reçus émanaient de Roms qui n'avaient pas de numéro PPS (Personal Public Service, un identifiant personnel lié à l'accès aux prestations sociales, aux services publics et aux informations), ou de personnes intervenant en leur nom. La santé maternelle est apparue comme une préoccupation majeure pour les femmes roms. Voir [National Traveller and Roma Inclusion Strategy 2024-2028 \(NTRIS II\)](#)

¹⁴³ Le Plan d'action national pour la santé des Travellers (National Traveller Health Action Plan) s'appuie sur des données selon lesquelles le suicide représente près de 11 % de tous les décès au sein de cette communauté, soit six fois le taux national. HSE, [National Traveller Health Action Plan \(2022-2027\) : Working together to improve the health experiences and outcomes for Travellers](#) (2022), p. 43. Selon des données plus récentes, les Travellers affichent les taux d'automutilation les plus élevés par rapport aux autres groupes ethniques. Irish Traveller Movement, [Parallel report to the Committee to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights towards Ireland's review at its 75th Session](#) (2024), p. 8. Des recherches récentes ont également montré un lien étroit entre la discrimination, la santé mentale et le suicide : [Discrimination key factor in Traveller suicides, study finds – The Irish Times](#).

¹⁴⁴ [Donegal Travellers Project](#).

IV. THÈMES SPÉCIFIQUES À L'IRLANDE

A. Discrimination, y compris le profilage racial, dans les services de police

88. En dépit de la recommandation formulée précédemment par l'ECRI,¹⁴⁵ la loi n'interdit pas expressément le profilage racial en Irlande. On manque également de données officielles sur le profilage racial alors que certains rapports font état du phénomène.¹⁴⁶ Le meurtre de George Nkencho, un jeune Irlandais noir souffrant de graves troubles psychiques qui avait été abattu par An Garda Síochána en décembre 2020, a trouvé un large écho et suscité un débat public. En avril 2024, le Bureau du Procureur général a décidé de ne pas poursuivre les fonctionnaires de police impliqués dans la fusillade mortelle.¹⁴⁷ L'ECRI a également été informée d'autres affaires.¹⁴⁸
89. Dans une étude menée par l'Université de Limerick, 78 % des personnes qui s'estimaient victimes de profilage racial ont expliqué que les fonctionnaires de police qui les avaient contrôlées savaient pertinemment qu'elles appartenaient à la communauté des Travellers et 53 % ont déclaré que les fonctionnaires concernés au sein de la police avaient la réputation de contrôler les Travellers.¹⁴⁹ Dans le contexte des interpellations et des fouilles, des personnes de la communauté des Travellers ont également rapporté avoir été victimes de harcèlement policier, de menaces d'abus de pouvoir, d'une exacerbation délibérée du conflit par les fonctionnaires de police et de traitements dégradants. Parmi les personnes qui avaient subi des fouilles ou vu leurs effets personnels fouillés au cours des cinq années précédentes, 89 % estimaient avoir subi de telles pratiques au motif de leur statut de Travellers.¹⁵⁰
90. En 2020, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) s'est déclaré préoccupé par le nombre élevé de faits signalés de profilage racial par la police irlandaise ciblant les personnes d'ascendance africaine, les Travellers et les Roms.¹⁵¹ À cet égard, l'ECRI note que l'action 1.5 du Plan d'action national contre le racisme (NAPAR) correspond à un engagement du gouvernement irlandais à identifier et à éliminer à l'horizon 2025 toute pratique policière qui ciblerait des groupes spécifiques victimes de discrimination raciale, y compris en pratiquant le profilage racial.
91. L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) prendre des mesures en vue de l'adoption d'une législation interdisant expressément le profilage racial par les fonctionnaires de police ; ii) veiller à la collecte de données ventilées de manière appropriée au sujet des personnes faisant l'objet d'interpellations, de contrôles et de fouilles ; iii) intégrer la question du profilage racial et du principe de soupçon raisonnable dans la formation continue des forces de police ; et iv) renforcer la surveillance de la police en mettant en place de solides

¹⁴⁵ Rapport de l'ECRI sur l'Irlande (cinquième cycle), paragraphe 54.

¹⁴⁶ Irish Council for Civil Liberties (ICCL) et Committee on the Administration of Justice (CAJ), [Racial Profiling in Law Enforcement](#) (2024). Irish Council for Civil Liberties (ICCL) et Irish Network Against Racism (INAR), [Policing and Racial Discrimination in Ireland : A Community and Rights Perspective](#) (2024).

¹⁴⁷ [George Nkencho death : Family still await outcome of appeal over decision not to prosecute – The Irish Times](#).

¹⁴⁸ Par exemple : ['Brutalised' : Nigerian architect speaks out about Dublin attack](#). Les ONG rencontrées par l'ECRI ont également signalé des faits de profilage racial commis par des fonctionnaires de police dans le contexte de l'élargissement du cadre de l'initiative Operation Citizen, déployée dans le centre-ville de Dublin, pour inclure des contrôles d'identité auprès des personnes migrantes, et dans le contexte de la mise en œuvre de l'initiative Operation Sonnet à la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord.

¹⁴⁹ Ces témoignages confirment les données précédentes de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) : 58 % des personnes ayant été contrôlées au cours des douze mois précédant l'enquête estimaient avoir subi ce contrôle parce qu'elles étaient issues de la communauté des Travellers. FRA, [Roms et Gens du voyage dans six pays | Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne](#) (2020), p. 37.

¹⁵⁰ Université de Limerick, [Irish Travellers' Access to Justice](#) (2023), p. 80.

¹⁵¹ Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, [Observations finales](#) concernant le rapport de l'Irlande valant cinquième à neuvième rapports périodiques, (2020), p. 3 à 4.

mécanismes de signalement au niveau interne et de plaintes au niveau externe de manière à garantir que toute pratique de profilage racial et autres pratiques discriminatoires soient rapidement détectées et visées par une enquête efficace et, si nécessaire, dûment sanctionnées. Dans ce contexte, il convient de tenir dûment compte de la Recommandation de politique générale n° 11 de l'ECRI sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police et de la Recommandation générale n° 36 du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) portant sur la prévention et l'élimination du recours au profilage racial par les forces de l'ordre.

92. L'ECRI a également fait part de ses préoccupations à l'égard des projets visant à permettre à An Garda Síochána d'utiliser la technologie de reconnaissance faciale (TRF).¹⁵² En février 2024, une commission parlementaire, la Commission mixte de l'Oireachtas sur la justice, a mis en évidence de graves lacunes en ce qui concerne le recours à la TRF, notamment des problèmes de discrimination et de partialité inhérente.¹⁵³ Utilisée par des membres des forces de l'ordre, la TRF pourrait conduire à des erreurs d'identification des individus et des spécialistes de premier plan ont clairement documenté le fait que ces erreurs n'affectent pas l'ensemble des individus de la même manière.¹⁵⁴ Les femmes et les personnes de couleur sont plus susceptibles d'être mal identifiées,¹⁵⁵ et les hommes noirs et les femmes noires ont également plus de chances d'être identifiés comme criminels.¹⁵⁶ L'ECRI encourage les autorités à commander une étude indépendante exhaustive sur l'utilisation de la TRF par An Garda Síochána, y compris sur les aspects potentiellement discriminatoires de cet outil, et à veiller à ce que toute décision en la matière soit prise avec prudence et sur la base de données factuelles, de sorte que les pouvoirs relatifs aux activités de contrôle, de surveillance ou d'enquête ne puissent être exercés qu'en cas de soupçons fondés sur des critères objectifs.

B. Racisme et intolérance dans le domaine du sport

93. L'ECRI a été informée d'exemples positifs dans le domaine de la promotion de la diversité et de l'inclusion dans le sport,¹⁵⁷ y compris l'allocation de fonds au profit d'organismes sportifs¹⁵⁸ et d'activités organisées par des organisations de la société civile.¹⁵⁹
94. Toutefois, des personnes relevant du mandat de l'ECRI seraient encore victimes de racisme et de discrimination dans le sport. L'organisme Sport Against Racism Ireland (SARI), par exemple, a publié une déclaration de solidarité dans le sillage des violences racistes dirigées contre un athlète noir sur Internet.¹⁶⁰ En septembre 2023, l'organisation sportive Gymnastics Ireland a présenté des excuses publiques à une jeune athlète noire à la suite d'un fait de racisme présumé¹⁶¹ et elle a accepté, à l'invitation de l'IHREC, de soumettre ses prestations et ses services à un bilan

¹⁵² [gov.ie - Minister McEntee receives Cabinet approval for draft Facial Recognition Technology Bill](https://www.gov.ie/en/minister-mcentee-receives-cabinet-approval-for-draft-facial-recognition-technology-bill/).

¹⁵³ ICCL, [Justice Committee highlights serious deficiencies with Facial Recognition Technology bill](https://www.iccl.ie/justice-committee-highlights-serious-deficiencies-with-facial-recognition-technology-bill/) - Irish Council for Civil Liberties (2024).

¹⁵⁴ [Leading experts warn against Garda use of FRT](https://www.iccl.ie/leading-experts-warn-against-garda-use-of-frt/) - Irish Council for Civil Liberties.

¹⁵⁵ [Does A.I. Lead Police to Ignore Contradictory Evidence ?](https://www.thenewyorker.com/news/does-a-i-lead-police-to-ignore-contradictory-evidence/) | The New Yorker (2023).

¹⁵⁶ Birhane, A., Prabhu, V., Han, S. et Boddeti, V.N., (2023), On hate scaling laws for data-swamps, arXiv preprint arXiv:2306.13141. [\[2306.13141\] On Hate Scaling Laws For Data-Swamps](https://arxiv.org/abs/2306.13141).

¹⁵⁷ [Diversity and Inclusion](https://www.sportireland.ie/diversity-and-inclusion/) | Sport Ireland.

¹⁵⁸ [gov.ie - €6 million in funding for National Governing Bodies of Sport announced](https://www.gov.ie/en/6-million-in-funding-for-national-governing-bodies-of-sport-announced/).

¹⁵⁹ Par exemple : [Refugee and Migrant Rights Limerick Organisation Launches Toolkit to Combat Racism in Sport](https://www.refugeerightslimerick.org/) | Doras ; [Anti-racism training for schools and sports associations : Show Racism the Red Card](https://www.showracismtheredcard.org/) | Immigrant Council of Ireland.

¹⁶⁰ Sport Against Racism Ireland (SARI), [STATEMENT BY BOARD OF SARI — Sport Against Racism Ireland](https://www.sari.ie/STATEMENT-BY-BOARD-OF-SARI-SPORT-AGAINST-RACISM-IRELAND/) (2024).

¹⁶¹ ['Unreserved' apology for black gymnast over medal snub](https://www.unreserved.org/black-gymnast-over-medal-snub/).

de la situation en matière d'égalité.¹⁶² En 2024, Sport Ireland – l'autorité chargée du développement du sport dans le pays – a publié un guide pour l'inclusion des personnes transgenres et non binaires dans le sport qui a vocation à appuyer la prise de décisions et l'élaboration des politiques dans le secteur du sport irlandais.¹⁶³ Ce document a toutefois été largement critiqué, y compris par les personnes rencontrées par la délégation de l'ECRI lors de sa visite en Irlande en 2024, car il n'aborde pas de manière substantielle les obstacles et les problèmes rencontrés par les personnes transgenres qui souhaitent s'impliquer dans le milieu du sport. En ce qui concerne l'incidence sur les personnes intersexes et leur prise en compte dans le cadre de l'élaboration du guide, les ONG LGBTI ont souligné qu'il aurait été possible de faire bien plus¹⁶⁴ et que le processus de consultation préparatoire n'impliquait pas les personnes intersexes.¹⁶⁵

95. En 2022, dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle politique en matière de diversité et d'inclusion dans le sport, Sport Ireland a consulté des groupes d'origines ethniques diverses. Les entretiens réalisés ont mis en évidence certaines des difficultés rencontrées par des individus d'appartenance ethnique diverse dans le domaine du sport. Ces difficultés incluaient par exemple la crainte de subir le racisme, la discrimination et l'exclusion, le fait de ne pas se sentir bien accueilli dans les milieux sportifs, l'absence de modèles et le manque d'installations, de clubs et d'opportunités qui répondent à leurs intérêts et à leurs besoins.¹⁶⁶ L'Irish Sports Monitor (ISM) 2023 a également révélé que les personnes irlandaises blanches sont plus de deux fois plus nombreuses (49 %) que les personnes d'origine noire, asiatique ou autre (24 %) au sein des clubs sportifs.¹⁶⁷ Alors que l'ISM 2024 montre que la participation sociale des Noirs, des Asiatiques et des personnes d'autres origines à des clubs a légèrement augmenté, passant à 28 %, l'ECRI encourage les autorités à redoubler d'efforts pour garantir l'égalité des chances à toutes les personnes, lutter contre le racisme et l'intolérance, promouvoir la diversité et l'inclusion dans le sport, notamment par des activités de formation et de sensibilisation, en étroite coopération avec les organisations sportives et de la société civile.

¹⁶² IHREC, [Commission invites Gymnastics Ireland to undertake an Equality Review - IHREC - Irish Human Rights and Equality Commission](#) (2024).

¹⁶³ Sport Ireland, [Guidance for Transgender and Non-Binary Inclusion in Sport](#) (2024). [Sport Ireland issues guidance update on its transgender and non-binary inclusion policy | The Irish Post](#).

¹⁶⁴ Le document comprend par exemple un graphique qui met en évidence les différences entre les « deux sexes » sur le plan du développement et ne reconnaît pas, ni n'inclut, les personnes intersexes et leurs réalisations.

¹⁶⁵ Transgender Equality Network Ireland (TENI), [Open Letter to Sport Ireland – TENI](#) (2024).

¹⁶⁶ [Cultural experience of sport can only be enriched by embracing diversity | Irish Independent](#).

¹⁶⁷ Sport Ireland, [Irish Sports Monitor 2023](#) (2024), p. 14.

RECOMMANDATIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI INTERMÉDIAIRE

Les deux recommandations spécifiques pour lesquelles l'ECRI demande aux autorités de l'Irlande une mise en œuvre prioritaire sont les suivantes :

- (§ 42) L'ECRI recommande aux autorités de prendre des mesures en vue de l'adoption par le parlement de mesures législatives visant à préciser et à définir clairement en droit pénal les expressions de discours de haine qui sont passibles de poursuites pénales, en particulier l'incitation à la haine, à la violence ou à la discrimination, ainsi qu'à faire en sorte que ces expressions de discours de haine soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, à la lumière de la Recommandation de politique générale de l'ECRI no 15 sur la lutte contre le discours de haine et d'autres recommandations de politique générale pertinentes, des Recommandations du Comité des ministres du Conseil de l'Europe CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine et CM/Rec(2024)4 sur la lutte contre les crimes de haine et d'autres normes européennes et internationales pertinentes.
- (§ 68) L'ECRI recommande aux autorités d'agir en étroite coopération avec les autorités locales et les organisations de la société civile afin de prendre des mesures rapides et efficaces pour améliorer la disponibilité d'hébergements sûrs et la qualité de ces hébergements pour les personnes qui bénéficient de la protection internationale et celles qui en font la demande, y compris, dans le cas des LGBTI, des mesures visant à garantir que les personnes bénéficiaires et demandeuses aient accès à un hébergement garantissant leur sécurité et excluant tout risque de discrimination.

Un processus de suivi intermédiaire pour ces deux recommandations sera mené par l'ECRI au plus tard deux ans après la publication du présent rapport.

LISTE DES RECOMMANDATIONS

L'emplacement des recommandations dans le texte du rapport est indiqué entre parenthèses.

1. (§ 6) À la lumière de la Recommandation de politique générale n° 2 (révisée) de l'ECRI sur les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national, l'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) allouer à la Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité (IHREC) des ressources humaines et financières suffisantes pour lui permettre d'exercer efficacement toutes ses fonctions ; ii) prendre des mesures pour renforcer l'indépendance de l'IHREC en matière de recrutement et de nomination de son personnel ; et iii) renforcer la coopération avec l'IHREC dans le domaine de l'égalité et de la non-discrimination en répondant aux recommandations de l'IHREC ou en s'efforçant de les mettre en œuvre dans un délai donné.
2. (§ 16) L'ECRI recommande aux autorités d'accélérer le processus de mise en place d'un système national de suivi des brimades et de la violence à caractère raciste et LGBTIphobe en milieu scolaire et de recueillir à ce sujet des données ventilées de manière appropriée, y compris sur les raisons spécifiques des cas de brimades.
3. (§ 20) L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) réviser la législation existante afin de s'assurer que la dérogation pour refus d'admission sur la base de la religion n'entraîne pas de conséquences négatives concernant l'accès à l'éducation ; ii) clarifier la définition du terme « éthique » et des conditions requises pour établir le caractère essentiel d'un refus aux fins de maintenir l'éthique de l'école concernée, en veillant à ce qu'il ne constitue pas une discrimination fondée sur la religion ; et iii) veiller à une planification fondée sur des données factuelles et à la mise en œuvre de mesures permettant d'assurer la neutralité scientifique nécessaire à toute fonction éducative.
4. (§ 25) À la lumière de la Recommandation de politique générale n° 16 de l'ECRI sur la protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination, l'ECRI recommande que les autorités revoient le cadre juridique et les pratiques en vigueur afin de garantir l'accès des personnes migrantes en situation irrégulière aux services de base, en particulier l'éducation ainsi que les soins d'urgence et autres soins de santé nécessaires, et que des « pares-feux » interdisent clairement et formellement aux services concernés, notamment dans les domaines de l'éducation, du logement, de l'emploi, des soins de santé, de l'aide sociale et de la justice, de communiquer aux services de l'immigration, à des fins de contrôle de l'immigration et de mesures d'application connexes, des données sur la situation des personnes migrantes au regard de la législation.
5. (§ 32) L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) mettre la dernière touche et rendre publics la Stratégie nationale pour l'inclusion des personnes LGBTI+ 2024-2028 et le plan d'action qui l'accompagne ; ii) veiller à ce que les fonds alloués chaque année en faveur de sa mise en œuvre soient assortis d'une planification budgétaire pluriannuelle et de ressources humaines et financières à la hauteur de l'enjeu ; iii) mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation efficace s'appuyant sur des sous-groupes spécifiques responsables de chaque axe de la Stratégie.
6. (§ 37) L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) préparer et présenter au parlement un projet de loi complet reconnaissant expressément le droit de ces personnes à l'intégrité physique et interdisant la réalisation d'interventions chirurgicales sans nécessité médicale (souvent appelées opérations de « normalisation sexuelle ») et autres traitements non thérapeutiques jusqu'à ce que l'enfant intersexe soit capable de participer à la décision, sur la

base du principe du consentement libre et éclairé ; ii) veiller à ce que des protocoles appropriés de soins pour les personnes intersexes soient élaborés ; iii) dispenser une formation sur l'égalité des personnes intersexes à l'endroit des professionnels de santé ; et iv) mettre en place des services de conseil et de soutien aisément accessibles aux personnes intersexes ainsi qu'à leur famille.

7. (§ 42) L'ECRI recommande aux autorités, à titre prioritaire, de prendre des mesures en vue de l'adoption par le parlement de mesures législatives visant à préciser et à définir clairement en droit pénal les expressions de discours de haine qui sont passibles de poursuites pénales, en particulier l'incitation à la haine, à la violence ou à la discrimination, ainsi qu'à faire en sorte que ces expressions de discours de haine soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, à la lumière de la Recommandation de politique générale de l'ECRI no 15 sur la lutte contre le discours de haine et d'autres recommandations de politique générale pertinentes, des Recommandations du Comité des ministres du Conseil de l'Europe CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine et CM/Rec(2024)4 sur la lutte contre les crimes de haine et d'autres normes européennes et internationales pertinentes.
8. (§ 47) L'ECRI recommande aux autorités de redoubler d'efforts pour encourager les personnalités publiques, telles que les hauts fonctionnaires, les responsables politiques ou religieux, les dirigeantes dirigeants économiques et les responsables de communautés à condamner publiquement, fermement et rapidement l'expression d'un discours de haine raciste et LGBTIphobe, à réagir promptement à une telle pratique en utilisant un contre-discours et un discours alternatif fermes et à exprimer leur solidarité avec les personnes visées par le discours de haine. Dans ce contexte, les autorités devraient s'inspirer des recommandations CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le discours de haine et tous les partis politiques devraient être encouragés à signer la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive telle qu'approuvée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans sa Résolution 2443 (2022).
9. (§ 56) L'ECRI recommande aux autorités de mettre en place un système complet de collecte de données permettant d'obtenir une vue d'ensemble intégrée et cohérente du discours de haine et des infractions motivées par la haine à caractère raciste et LGBTIphobe en ventilant comme il se doit les données par type d'infraction, type de motivation fondée sur la haine, groupe cible, suivi judiciaire et issue de la procédure judiciaire, et de rendre ces données accessibles au public.
10. (§ 63) L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) chercher à recruter davantage de fonctionnaires issus de minorités ou d'origine immigrée et rendre publiques les données sur le recrutement, l'embauche et la promotion des groupes sous-représentés ; et ii) développer plus avant les formations sur le traitement des groupes relevant du mandat de l'ECRI ouvertes à l'ensemble des fonctionnaires de la police.
11. (§ 69) L'ECRI recommande aux autorités, à titre prioritaire, d'agir en étroite coopération avec les autorités locales et les organisations de la société civile afin de prendre des mesures rapides et efficaces pour améliorer la disponibilité d'hébergements sûrs et la qualité de ces hébergements pour les personnes qui bénéficient de la protection internationale et celles qui en font la demande, y compris, dans le cas des LGBTI, des mesures visant à garantir que les personnes bénéficiaires et demandeuses aient accès à un hébergement garantissant leur sécurité et excluant tout risque de discrimination.
12. (§ 76) L'ECRI recommande aux autorités de mettre au point un système approprié d'indicateurs d'intégration dans divers domaines de l'action publique qui abordent le racisme et l'inclusion interculturelle, notamment dans l'éducation, l'emploi, le logement et la santé, et d'améliorer la collecte de données complètes et dûment

ventilées relatives à l'égalité des personnes bénéficiant d'une protection internationale et des personnes migrantes, y compris des données ventilées par genre. Ces données devraient être utilisées par les organismes compétents en vue d'une évaluation claire des besoins de ces personnes et de l'élaboration de mesures politiques plus ciblées.

13. (§ 85) L'ECRI recommande aux autorités de prendre des mesures décisives pour assurer la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale pour l'inclusion des Travellers et des Roms 2024-2028 (NTRIS II) et de ses plans d'action biennaux, notamment : i) en allouant des ressources durables et suffisantes ; ii) en assurant un suivi et une évaluation réguliers ; iii) en veillant à une coopération étroite avec les autorités locales, les organisations de la société civile et les membres des communautés des Travellers et des Roms.
14. (§ 87) L'ECRI recommande aux autorités de consacrer des ressources financières suffisantes aux organisations de développement communautaire dirigées par des Travellers et des Roms, de manière à garantir leur participation pleine et effective à la recherche, à la mise en œuvre des politiques et au suivi dans divers secteurs, y compris l'éducation, l'emploi, le logement et les soins de santé.
15. (§ 91) L'ECRI recommande aux autorités les mesures suivantes : i) prendre des mesures en vue de l'adoption d'une législation interdisant expressément le profilage racial par les fonctionnaires de police ; ii) veiller à la collecte de données ventilées de manière appropriée au sujet des personnes faisant l'objet d'interpellations, de contrôles et de fouilles ; iii) intégrer la question du profilage racial et du principe de soupçon raisonnable dans la formation continue des forces de police ; et iv) renforcer la surveillance de la police en mettant en place de solides mécanismes de signalement au niveau interne et de plaintes au niveau externe de manière à garantir que toute pratique de profilage racial et autres pratiques discriminatoires soient rapidement détectées et visées par une enquête efficace et, si nécessaire, dûment sanctionnées. Dans ce contexte, il convient de tenir dûment compte de la Recommandation de politique générale n° 11 de l'ECRI sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police et de la Recommandation générale no 36 du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) portant sur la prévention et l'élimination du recours au profilage racial par les forces de l'ordre.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie fournit la liste des principales sources d'informations publiques ayant été utilisées lors de l'examen de la situation en Irlande: elle ne doit pas être considérée comme une liste exhaustive de toutes les sources d'informations mises à la disposition de l'ECRI durant la préparation du rapport.

Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

1. ECRI (2022a), Conclusions de l'ECRI sur la mise en œuvre des recommandations faisant l'objet d'un suivi intermédiaire adressées à l'Irlande, CRI(2022)02.
2. ECRI (2019), Cinquième rapport sur l'Irlande, CRI(2019)18.
3. ECRI (2016), Conclusions de l'ECRI sur la mise en œuvre des recommandations faisant l'objet d'un suivi intermédiaire adressées à l'Irlande, CRI(2016)4.
4. ECRI (2013), Quatrième rapport sur l'Irlande, CRI(2013)1.
5. ECRI (2007a), Troisième rapport sur l'Irlande, CRI(2007)24.
6. ECRI (2002), Second rapport sur l'Irlande, CRI(2002)3.
7. ECRI (1997), Rapport sur l'Irlande, CRI(97)55.
8. ECRI (1996), [Recommandation de politique générale n° 1](#) : La lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance, CRI(96)43.
9. ECRI (2018), [Recommandation de politique générale n° 2 \(révisée\)](#) : Les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national, CRI(2018)06.
10. ECRI (1998a), [Recommandation de politique générale n° 3](#) : La lutte contre le racisme et l'intolérance envers les Roms/Tsiganes, CRI(98)29.
11. ECRI (1998b), [Recommandation de politique générale n° 4](#) : Enquêtes nationales sur l'expérience et la perception de la discrimination et du racisme par les victimes potentielles, CRI(98)30.
12. ECRI (2022b), [Recommandation de politique générale n° 5 \(révisée\)](#) : La prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination envers les musulmans, CRI(2022)06.
13. ECRI (2001), [Recommandation de politique générale n° 6](#) : La lutte contre la diffusion de matériels racistes, xénophobes et antisémites par l'Internet, CRI(2001)1.
14. ECRI (2003), [Recommandation de politique générale n° 7](#) : La législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, CRI(2003)8rev, telle qu'amendée en 2017.
15. ECRI (2004), [Recommandation de politique générale n° 8](#) : Lutter contre le racisme tout en combattant le terrorisme, CRI(2004)26.
16. ECRI (2021), [Recommandation de politique générale n° 9 \(révisée\)](#) : La prévention et la lutte contre l'antisémitisme, CRI(2021)28.
17. ECRI (2007a), [Recommandation de politique générale n° 10](#) : Lutter contre le racisme et la discrimination raciale dans et à travers l'éducation scolaire, CRI(2007)6.
18. ECRI (2007b), [Recommandation de politique générale n° 11](#) : La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police, CRI(2007)39.
19. ECRI (2009), [Recommandation de politique générale n° 12](#) : La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le domaine du sport, CRI(2009)5.
20. ECRI (2011), [Recommandation de politique générale n° 13](#) : La lutte contre l'antisiganisme et les discriminations envers les Roms, CRI(2011) 37rev, telle qu'amendée en 2020.
21. ECRI (2012), [Recommandation de politique générale n° 14](#) : La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde du travail, CRI(2012)48.
22. ECRI (2016a), [Recommandation de politique générale n° 15](#) : La lutte contre le discours de haine, CRI(2016)15.
23. ECRI (2016b), [Recommandation de politique générale n° 16](#) : La protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination, CRI(2016)16.
24. ECRI (2023a), [Recommandation de politique générale n° 17](#) sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les personnes LGBTI.
25. ECRI (2020), [Déclaration](#) sur les abus policiers à caractère raciste, notamment le profilage racial, et le racisme systémique.
26. ECRI (2022c), [Déclaration](#) sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine
27. ECRI (2023b), [Déclaration](#) sur la montée de l'antisémitisme en Europe découlant du conflit actuel au Moyen-Orient.

28. ECRI (2024), [Glossaire de l'ECRI](#).

Autres sources (listées par ordre alphabétique)

29. Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI) (2021), Rapports sur l'Irlande du Sous-Comité d'accréditation (SCA), [Rapports du SCA - GANHRI \(14-24 juin 2021\)](#).
30. An Garda Síochána, [Hate Crime Online Reporting - Garda](#).
31. An Garda Síochána, Garda National Diversity Unit, <https://www.garda.ie/garda/en/crime-prevention/community-engagement/community-engagement-offices/garda-national-diversity-unit/garda-national-diversity-unit.html>.
32. An Garda Síochána (2023), Garda Diversity Officers (GDOs) November 2023, <https://www.garda.ie/!WTJXG2>.
33. An Garda Síochána (2024), Hate Crime Online Reporting Statistics 2024, [Hate Crime Statistics - Garda](#).
34. An Garda Síochána, Garda Victim Service, <https://www.garda.ie/en/victim-services/garda-victim-service/>.
35. BBC News (2023, mai 19), [Enoch Burke: Irish High Court rules school correct to suspend teacher](#).
36. BBC (2024, septembre 21), [Helen McEntee: Irish minister drops plans for hate speech laws](#).
37. Belong to, Stand Up Awareness Week, www.belongto.org/standup.
38. Belong To LGBTQI+ Youth Ireland (2022, mai 26), [Leading Youth work organisations & youth workers call for action on healthcare crisis for trans and non-binary young people](#).
39. Belong To LGBTQI+ Youth Ireland (2024, avril 25), [New research report highlights stark deterioration in mental health of LGBTQI+ people since 2016](#).
40. Birhane, A., Prabhu, V., Han, S. and Boddeti, V.N., (2023). On hate scaling laws for data-swamps. arXiv preprint arXiv:2306.13141. [\[2306.13141\] On Hate Scaling Laws For Data-Swamps](#).
41. Bureau central de la statistique (Central Statistics Office) (2023a), [Diversity in An Garda Síochána 2023 - Central Statistics Office](#).
42. Bureau central de la statistique (Central Statistics Office) (2023b), [Immigration Census of Population 2022 Profile 5 - Diversity, Migration, Ethnicity, Irish Travellers & Religion - Central Statistics Office](#).
43. Ceatha, N., Gates, G.J. and Crowley, D. (2023), LGBT+ Self-Identification Among Youth in Ireland Aged 17-18 Years: A Research Brief. Popul Res Policy Rev 42, 64, <https://doi.org/10.1007/s11113-023-09807-w>.
44. Children's Rights Alliance (2024a), [Child Poverty Monitor 2024](#).
45. Children's Rights Alliance (2024b), Report Card 2024 - Is Government keeping its promises to children? <https://childrensrights.ie/wp-content/uploads/2024/02/Report-Card-2024.pdf>.
46. Coimisiún na Meán (2024, avril 30), [Guidelines in Respect of Coverage of Elections](#).
47. Coimisiún na Meán (2024, mai 23), [Coimisiún na Meán publishes Information Pack for all election candidates - Coimisiún na Meán](#).
48. Coimisiún na Meán (2024, mai 27), [Coimisiún na Meán to notify Online Safety Code to European Commission](#).
49. Coimisiún na Meán (2024, octobre), [Online Safety Code](#).
50. Coimisiún na Meán (2024, février 26), [Coimisiún na Meán outlines how interested entities can apply for Trusted Flagging status - Coimisiún na Meán](#).
51. Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, Commission sur l'égalité et la non-discrimination, Alliance parlementaire contre la haine (2023, juillet 6), [Signataires de la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive](#). AS/Ega/Inf (2023) 25.
52. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2023, février 16), [Rien à changer : mettre fin aux « thérapies » de conversion des personnes LGBTI - Commissaire aux droits de l'homme](#).
53. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2024, octobre 15), [Irlande : la situation des Gens du voyage, des Roms et des migrants exige davantage d'attention - Commissaire aux droits de l'homme](#).
54. Conseil de l'Europe, Comité des Ministres (2022), [Recommandation CM/Rec\(2022\)16](#) sur la lutte contre le discours de haine.
55. Conseil de l'Europe, Comité européen des droits sociaux (2024, mars), Follow-up to decisions on the merits of collective complaints, Findings 2023, <https://rm.coe.int/findings-2023-en-final/1680b0630c>.
56. Doras (2024, août 22), [Refugee and Migrant Rights Limerick Organisation Launches Toolkit to Combat Racism in Sport | Doras](#).
57. European Network of Equality Bodies (Equinet), [Irish Human Rights and Equality Commission – Equinet \(equineteurope.org\)](#).
58. Equinet, [Standards for Equality Bodies – Equinet](#).

59. Equinet (2023), [Equinet - Auto-évaluation du niveau de conformité avec les normes : indicateurs à l'attention des organismes de promotion de l'égalité](#), (en anglais).
60. Euronews (2023, mai 3), [New hate speech laws kick up a storm in Ireland](#).
61. European Network of National Human Rights Institutions (ENNHRI) (2024), [Irish Human Rights and Equality Commission - ENNHRI](#).
62. European Union, European Commission, Migration and Home Affairs, [Temporary protection - European Commission](#).
63. Free Legal Advice Centres (FLAC) (2024), [Traveller Accommodation: Access to Justice, Human Rights and Equality Submission the Joint Committee on Key Issues affecting the Traveller Community](#).
64. Gallagher, A., O'Connor C. and Visser, F. (2023), [Uisce Faoi Thalamh: An Investigation Into the Online Mis- and Disinformation Ecosystem in Ireland](#).
65. Government of Ireland (2020), [Programme for Government: Our Shared Future](#).
66. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2021, février 26), [White Paper on Ending Direct Provision | Executive Summary in various languages](#).
67. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2022, mars 21), [Minister O'Gorman announces the development of a National Equality Data Strategy](#).
68. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2023, mars 21), [gov.ie - Minister Joe O'Brien announces publication of Ireland's National Action Plan Against Racism 2023-2027](#).
69. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2023, mars 21), National Action Plan Against Racism, [gov.ie - National Action Plan Against Racism](#).
70. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2023, septembre 12), [gov.ie - LGBTI+ people living in International Protection Accommodation Services \(IPAS\) accommodation: Best practices & lived experiences](#).
71. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2024, mai 20), [Equal Start](#).
72. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2024, mai 20), [gov.ie - Equal Start for children experiencing disadvantage](#).
73. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2024, juillet 31), National Traveller and Roma Inclusion Strategy II 2024-2028, [National Traveller and Roma Inclusion Strategy II 2024-2028](#).
74. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2024, octobre 17), [Minister Joe O'Brien announces 28 projects to be funded under the Ireland Against Racism Fund 2024](#).
75. Government of Ireland, Department of Children, Disability and Equality (2025, janvier 8), [gov.ie - Spotlight report on Roma in Ireland published](#).
76. Government of Ireland, Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (2023, septembre 23), [gov.ie - Survey on People in Ireland's attitude towards diversity](#).
77. Government of Ireland, Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (2024a), [National Traveller and Roma Inclusion Strategy 2024-2028 \(NTRIS II\)](#).
78. Government of Ireland, Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (Ministère de l'Enfance, de l'Égalité, du Handicap, de l'Intégration et de la Jeunesse) (2024b), State of the Nation's Children (rapport complet sur la situation des enfants irlandais en 2024), <https://www.gov.ie/en/publication/48d829-state-of-the-nations-children/>.
79. Government of Ireland, Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (2024, mai 24), [gov.ie - Consultations for the National LGBTI+ Inclusion Strategy](#).
80. Government of Ireland, Department of Culture, Communications and Sport (2023, mars 15), [Coimisiún na Meán | Ireland's media regulator; gov.ie - New media regulator, Coimisiún na Meán, formally established](#).
81. Government of Ireland, Department of Culture, Communications and Sport (2024, décembre 23), [gov.ie - €6 million in funding for National Governing Bodies of Sport announced](#).
82. Government of Ireland, Department of Education and Youth (2020, janvier 15), [gov.ie - Minister for Education and Skills commences sections of the Education \(Admission to Schools\) Act, 2018 in respect of school admission](#).
83. Government of Ireland, Department of Education and Tusla Education Support Service. (2021, septembre 16), The Use of Reduced School days - Guidelines for schools on recording and notification of the use of Reduced School days, [gov.ie - The Use of Reduced School days](#).
84. Government of Ireland, Department of Education (2023), [Cineáltas: Action Plan on Bullying Implementation Plan 2023-2027](#).

85. Government of Ireland, Department of Education and Youth (2020, février 27), [gov.ie - DEIS Delivering Equality of Opportunity In Schools](#).
86. Government of Ireland, Department of Education and Youth (2022, décembre), [gov.ie - Cineáltas: Action Plan on Bullying](#) - Ireland's Whole Education approach to preventing and addressing bullying in schools.
87. Government of Ireland, Department of Education and Youth (2023, juillet 17), [gov.ie - Traveller and Roma Education Strategy](#).
88. Government of Ireland, Department of Enterprise, Trade and Employment, Employment permits statistical tables and company listings per year, [Statistics - DETE](#).
89. Government of Ireland, Department of Foreign Affairs and Trade (2025), [gov.ie - Tánaiste announces endorsement of Global Guidelines for Countering Antisemitism and the IHRA Working Definition of Antisemitism](#).
90. Government of Ireland, Department of Health (2022, novembre 28), [gov.ie - Ministers for Health, Public Health, Wellbeing and the National Drugs Strategy, and Children, Equality, Disability, Integration and Youth, and the HSE launch the first National Traveller Health Action Plan](#).
91. Government of Ireland, [Department of Housing, Local Government and Heritage](#) (2021, septembre 2), [gov.ie - Housing for All - a New Housing Plan for Ireland](#).
92. Government of Ireland, Department of Justice, Home Affairs and Migration (2021, décembre 3), [gov.ie - Minister McEntee announces new landmark scheme to regularise long-term undocumented migrants](#).
93. Government of Ireland, Department of Justice, Home Affairs and Migration (2023, décembre 14), [gov.ie - Minister McEntee receives Cabinet approval for draft Facial Recognition Technology Bill](#).
94. Government of Ireland, Department of Justice, Home Affairs and Migration (2025), International Protection: February 2025, <https://www.gov.ie/pdf/?file=https://assets.gov.ie/281364/22c62824-9f61-457a-8bca-23e70693e75a.pdf#page=null>
95. Government of Ireland, Department of Public Expenditure, NDP Delivery and Reform (2024), [Revised Estimates for Public Services 2024](#).
96. Government of Ireland, Department of Social Protection (2023), Gender Recognition Act 2015, [Annual Report for 2022 under section 6 of the Gender Recognition Act 2015](#).
97. Government of Ireland, Department of Social Protection, [Intreo - the Public Employment Services](#).
98. Government of Ireland, Department of Social Protection, [gov.ie - Work Placement Experience Programme](#).
99. Government of Ireland (2025, avril 29), [Victims Charter](#).
100. Health Service Executive (HSE) (2022), Plan d'action national pour la santé des Travellers, [National Traveller Health Action Plan \(2022-2027\): Working together to improve the health experiences and outcomes for Travellers](#).
101. HSE (2023), [Review of the implications of the Cass Report for the provision of Gender Identity Services for children and young people in Ireland](#).
102. HSE (2024), [National Strategic Plan to Improve the Health of People Experiencing Homelessness in Ireland \(2024-2027\)](#).
103. Hope and Courage Collective (2023, novembre 30), [Timeline and Brief Analysis of Dublin Riot](#).
104. Hope and Courage Collective (2023, août 7), [Greater Than Fear: A community based response to tackling hate and extremism](#).
105. Hope and Courage Collective (2024), [Current far-right tactics](#).
106. Houses of the Oireachtas (1989), [Prohibition of Incitement to Racial Religious or National Hatred Act , 1989 – No. 19 of 1989 – Houses of the Oireachtas](#).
107. Houses of the Oireachtas (2021), [Protection of Private Residences \(Against Targeted Picketing\) Bill 2021 – No. 139 of 2021 – Houses of the Oireachtas](#).
108. Houses of the Oireachtas (2023), [Gender Recognition Dáil Éireann Debate, Tuesday - 28 November 2023](#).
109. International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) (2025), [Ireland - Rainbow Map](#).
110. Irish Council for Civil Liberties (ICCL) (2023), [Leading experts warn against Garda use of FRT - Irish Council for Civil Liberties](#).
111. ICCL (2024), [Justice Committee highlights serious deficiencies with Facial Recognition Technology bill - Irish Council for Civil Liberties](#).
112. ICCL and Committee on the Administration of Justice (CAJ) (2024), [Racial Profiling in Law Enforcement](#).
113. ICCL and Irish Network Against Racism (INAR) (2024), [Policing and Racial Discrimination in Ireland: A Community and Rights Perspective](#).

114. Irish Human Rights and Equality Commission (IHREC) (2024), [Annual Report 2023](#).
115. IHREC (2022, septembre), [Ireland and the Rights of the Child, Submission to the Committee on the Rights of the Child on Ireland's combined fifth and sixth periodic reports](#).
116. IHREC (2022, juin), Ireland and the International Covenant on Civil and Political Rights, [Submission to the Human Rights Committee on Ireland's fifth periodic report](#).
117. IHREC (2023), [Policy Statement on Care](#).
118. IHREC (2023, mars 21), [Accountability needed from State to Combat Racism - IHREC - Irish Human Rights and Equality Commission](#).
119. IHREC (2023, juin), [Comments on Ireland's 20th National Report on the Implementation of the European Social Charter](#).
120. IHREC (2024), Ireland and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, [Submission to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights on Ireland's fourth periodic report](#).
121. IHREC (2024, février 28), [Commission invites Gymnastics Ireland to undertake an Equality Review - IHREC - Irish Human Rights and Equality Commission](#).
122. IHREC (2024, août 1), Commission welcomes significant judgment on the human rights of international protection applicants in landmark case, <https://www.ihrec.ie/commission-welcomes-significant-judgment-on-the-human-rights-of-international-protection-applicants-in-landmark-case/>.
123. Immigrant Council of Ireland (2024), Strength in Diversity II, [Experiences of election candidates of a migrant background in the Irish local elections](#), retrieved from the European Commission Commission européenne, Portail européen sur l'intégration website about migration, [Experiences of candidates with migrant background in local elections - European Commission](#).
124. Immigrant Council of Ireland, [Anti-racism training for schools and sports associations: Show Racism the Red Card | Immigrant Council of Ireland](#).
125. Institute for Strategic Dialogue (ISD) (2024, septembre 25), [Clout, kicks and clicks: Analysing the surge in anti-migrant harassment and violence in Ireland - ISD](#).
126. International Protection Office (2023), Monthly Statistical Report December 2022, available [here](#).
127. Irish Independent (2024, janvier 21), [Hate speech bill is 'restrictive and undemocratic' warns barrister, as 7,000 people sign petition](#).
128. Irish Independent (2024, octobre 10), [Cultural experience of sport can only be enriched by embracing diversity | Irish Independent](#).
129. Irish Legal News (2023, juin 21), [Ban on conversion practices to be brought forward this year | Irish Legal News](#).
130. Irish Legal News (2025, janvier 17), [IHRA working definition of antisemitism adopted by government | Irish Legal News](#).
131. Irish Network against Racism (INAR), iReport.ie, Reporting racism in Ireland, [About iReport - iReport](#).
132. INAR (2023), Rapports de 2022 sur le racisme en Irlande, <https://inar.ie/wp-content/uploads/2023/03/Reports-of-Racism-in-Ireland-2022.pdf>.
133. INAR, (2023, mars 22), NAPAR - INAR calls for a renewed National Action Plan Against Racism (NAPAR) and for the Government to show political leadership in the fight against racism in Ireland, [NAPAR » INAR](#).
134. Irish Post (2024, mars 28), [Sport Ireland issues guidance update on it's transgender and non-binary inclusion policy | The Irish Post](#).
135. Irish Red Cross, [Irish Red Cross | Ukraine Crisis Response FAQs](#).
136. Irish Times (2020, août 20), [Gardaí have negative view of Travellers, survey finds – The Irish Times](#).
137. Irish Times (2023, février 22), [Discrimination key factor in Traveller suicides, study finds – The Irish Times](#).
138. Irish Times (2023, mai 25), [‘Strong’ support for multid denominational primary schools at a time when 90% are under religious control – The Irish Times](#).
139. Irish Times (2024, janvier 23), [Elon Musk pledges to fund any Irish legal challenges to hate speech legislation](#).
140. Irish Times (2024, mars 25), [Bring hate speech legislation 'back to the drawing board,' says former minister for justice Charlie Flanagan](#).
141. Irish Times (2024, mars 12), [Catholic primary school in Dublin switches to multid denominational patronage – The Irish Times](#).
142. Irish Times (2024, septembre 9), [Parents to be surveyed on school ethos, gender mix and education through Irish or English – The Irish Times](#).

143. Irish Times (2024, septembre 21), [Plan to introduce hate speech laws has been dropped, Minister for Justice confirms – The Irish Times](#).
144. Irish Times (2024, septembre 25), [The Irish Times view on the hate crime Bill: a salutary lesson – The Irish Times](#).
145. Irish Times (2024, octobre 8), [George Nkencho death: Family still await outcome of appeal over decision not to prosecute – The Irish Times](#).
146. Irish Times (2024, octobre 9), [Ukraine arrivals from next March would not be offered accommodation under new plan – The Irish Times](#).
147. Irish Times (2024, octobre 11), [State has 'done nothing' about High Court judgment finding breach of asylum seekers' rights, judge hears – The Irish Times](#).
148. Irish Times (2024, décembre 12), [Enoch Burke claims teachers are being told to 'bow down' over pronouns – The Irish Times](#).
149. Irish Traveller Movement (2024), [Parallel report to the Committee to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights towards Ireland's review at its 75th Session](#).
150. Jigsaw, [Visit Jigsaw.ie | The National Centre for Youth Mental Health](#).
151. Keane, E., Heinz, M., and McDaid, R. (Eds.) (2022). Diversifying the Teaching Profession: Dimensions, Dilemmas and Directions for the Future (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003188735>.
152. Laurence, J., McGinnity, F. and Murphy, K. (2024). Attitudes towards immigration and refugees in Ireland: Understanding recent trends and drivers, Jointly-published Reports 5, Dublin: ESRI and Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, <https://doi.org/10.26504/jr5>.
153. LGBT Ireland (2024), [Progress Made, Renewed Efforts Required: A Shadow Report of Ireland's First National LGBTI+ Inclusion Strategy](#).
154. McDaid, R. and Nowlan, E. (2022). Barriers to recognition for migrant teachers in Ireland. European Educational Research Journal, 21(2), 247-264. <https://doi.org/10.1177/14749041211031724>.
155. Migrant Rights Centre Ireland (2024, mai 16), [Changes to Employment Permits to Allow Spouses to Work - MRCI](#).
156. National Action Group for LGBTI+ Traveller and Roma Rights (2022), [Unveiling Inequality - Experiences of LGBTI+ Travellers & Roma](#).
157. National Gender Service Ireland (2024, mai), [Waiting Times](#).
158. Nations Unies (ONU), Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2024), [Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de l'Irlande](#).
159. Nations Unies (ONU), Comité des droits de l'enfant (2023), Observations finales concernant le rapport de l'Irlande valant cinquième et sixième rapports périodiques, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC%2FC%2FIRL%2FCO%2F5-6&Lang=en.
160. Nations Unies (ONU), Comité des droits de l'homme (2023), Observations finales concernant le cinquième rapport périodique de l'Irlande, [CCPR/C/IRL/CO/5](#).
161. Nations Unies (ONU), Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2020), [Observations finales concernant le rapport de l'Irlande valant cinquième à neuvième rapports périodiques](#).
162. New Yorker (2023, novembre 13), [Does A.I. Lead Police to Ignore Contradictory Evidence? | The New Yorker](#).
163. Newsweek (2024, septembre 3), [Irish Teacher Enoch Burke Jailed Amid Transgender Pronoun Dispute—Timeline - Newsweek](#).
164. Ní Dhuinn, M. and Keane, E. (2021). 'But you don't look Irish': identity constructions of minority ethnic students as 'non-Irish' and deficient learners at school in Ireland. International Studies in Sociology of Education, 32(4), 826–855: <https://doi.org/10.1080/09620214.2021.1927144>.
165. Oide, <https://oide.ie/>.
166. Oireachtas (2014, juillet 27), [Irish Human Rights and Equality Commission Act 2014](#).
167. Oireachtas (2022, décembre 10), [Online Safety and Media Regulation Act 2022](#).
168. Oireachtas (2024, octobre 29), Criminal Justice (Hate Offences) Act 2024, available [here](#).
169. Ombudsman for Children's Office (2023), [Healthcare supports for transgender children; A children's rights perspective from the Ombudsman for Children's Office](#).
170. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) - Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) (2023), Hate Crime Report – Rapport sur les crimes de haine, [Ireland | HCRW](#).

171. Pavee Point Traveller and Roma Centre and Applied Social Studies, Maynooth University (2023), [Roma in Ireland: Access to Fair and Decent Work](#).
172. Pobal, Capacity within the Irish Early Learning and Care (ELC) and School-Age Childcare (SAC) sector, [Reported capacity by age group](#).
173. Polakowski, M. and Quinn, E. (2022), Responses to irregularly staying migrants in Ireland, Economic and Social Research Institute (ESRI), European Migration Network (EMN) Ireland, Research Series No 140, <https://www.esri.ie/system/files/publications/RS140.pdf>.
174. Réseau européen d'experts juridiques en matière d'égalité des genres et de non-discrimination (2024), rapport sur l'Irlande, Non-discrimination (en anglais), <https://www.equalitylaw.eu/downloads/6208-ireland-country-report-non-discrimination-2024>.
175. RTÉ.ie (2023, septembre 25), ['Unreserved' apology for black gymnast over medal snub](#).
176. RTÉ.ie (2023, septembre 29), [New efforts to encourage multi-denominational patronage](#).
177. RTÉ.ie (2024, juillet 26), [Mapped: The fires linked to accommodation for migrants](#).
178. RTÉ.ie (2024, juillet 31), [Strategy published to address issues faced by Travellers](#) and Roma.
179. RTÉ.ie (2024, novembre 5), ['Brutalised': Nigerian architect speaks out about Dublin attack](#).
180. Show Racism the Red Card, www.theredcard.org.
181. Sinn Féin (2024, mars 25), [Government's Hate Speech legislation must be scrapped – Pa Daly TD](#).
182. Sky news (2024, septembre 3), [Enoch Burke: Irish teacher in transgender row jailed for third time | World News Sky News](#).
183. Sport Against Racism Ireland (SARI) (2024), [STATEMENT BY BOARD OF SARI — Sport Against Racism Ireland](#).
184. Sport Ireland (2024a), [Guidance for Transgender and Non-Binary Inclusion in Sport](#).
185. Sport Ireland (2024b), [Irish Sports Monitor 2023 – Summary Research Report](#).
186. Sport Ireland, [Diversity and Inclusion | Sport Ireland](#).
187. The Coalition Against Hate Crime – Irish Council for Civil Liberties, [The Coalition Against Hate Crime - Irish Council for Civil Liberties](#).
188. The Journal (2024, juin 6), [How Ireland's non-white election candidates are targeted with misinformation and racist abuse](#).
189. The Journal (2024, octobre 15), [Human rights commissioner 'alarmed' over number of asylum seekers sleeping rough in Ireland](#).
190. The Journal (2024, novembre 19), [Government appeals High Court ruling that the State is breaching human rights of asylum seekers](#).
191. Transgender Equality Network Ireland (TENI) (2024), [Open Letter to Sport Ireland – TENI](#).
192. Trinity College Dublin (2023, février 24), [Study explores conversion therapy practices in Ireland - News & Events | Trinity College Dublin](#).
193. Trinity College Dublin and Belong To (2024), [Being LGBTQI+ in Ireland 2024: the National Study on the Mental Health and Wellbeing of the LGBTQI+ Communities in Ireland](#).
194. UNHCR Ireland (2024, mai 17), UNHCR Statement on Proposed Benefit Cuts for Refugees from Ukraine, [UNHCR Statement on Proposed Benefit Cuts for Refugees from Ukraine](#).
195. Union européenne (UE), Commission européenne (2024), [Procédures d'infraction du mois d'octobre : principales décisions](#).
196. UE (2001), Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil, [EUR-Lex - L:2001:212:TOC - EN - EUR-Lex](#).
197. UE (2022), Décision d'exécution (UE) 2022/382 du Conseil du 4 mars 2022 constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées en provenance d'Ukraine, au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE, et ayant pour effet d'introduire une protection temporaire, [EUR-Lex - L:2022:071:TOC - EN - EUR-Lex](#).
198. UE (2024a), Directive (UE) 2024/1499 du Conseil du 7 mai 2024 relative aux normes applicables aux organismes pour l'égalité de traitement dans les domaines de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, de l'égalité de traitement entre les personnes en matière d'emploi et de travail sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle et de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de sécurité sociale ainsi que dans l'accès à des biens et services

et la fourniture de biens et services, et modifiant les directives 2000/43/CE et 2004/113/CE, [Directive - UE - 2024/1499 - FR - EUR-Lex](#).

199. UE (2024b), Directive (UE) 2024/1500 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relative aux normes applicables aux organismes pour l'égalité de traitement dans le domaine de l'égalité de traitement et de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en matière d'emploi et de travail, et modifiant les directives 2006/54/CE et 2010/41/UE, [Directive - 2024/1500 - FR - EUR-Lex](#).
200. UE, Conseil européen (2024, mai 7), [Renforcer le rôle des organismes pour l'égalité de traitement dans l'ensemble de l'UE : le Conseil adopte deux directives](#).
201. UE, Agence des droits fondamentaux (FRA) (2020), [Roms et Gens du voyage dans six pays | Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne](#).
202. UE, FRA (2024), [Enquête LGBTIQ dans l'UE, Enquête III : données sur l'Irlande](#).
203. University College Cork (2023, septembre 27), Many North Cork Traveller children still facing barriers to education, study finds: [2023 - News and Views from University College Cork](#).
204. Université de Limerick (2022), [Irish Travellers' Access to Justice](#).
205. Yellow Flag Programme, www.yellowflag.ie.

ANNEXE : POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT

L'annexe qui suit (en anglais uniquement) ne fait pas partie de l'analyse et des propositions de l'ECRI concernant la situation en Irlande.

Conformément à la procédure pays-par-pays, l'ECRI a ouvert un dialogue confidentiel avec les autorités de l'Irlande sur une première version du rapport. Un certain nombre des remarques des autorités ont été prises en compte et ont été intégrées à la version finale du rapport (qui, selon la pratique habituelle de l'ECRI et sauf indication contraire, ne pouvait tenir compte que de développements jusqu'au 20 mars 2025, date de l'examen de la première version).

Les autorités ont demandé à ce que le point de vue suivant soit reproduit en annexe du rapport de l'ECRI.

Viewpoints of Ireland on European commission Against Racism and Intolerance (ECRI) Report on Ireland – Sixth Monitoring Cycle

GENERAL

The Irish Government notes and welcomes the ECRI Monitoring Group's view that progress has been made and that good practices have been developed in a number of fields since the adoption of ECRI's fifth report on Ireland.

Irish society continues to demonstrate overall respect for diversity and sensitivity to intersectionality. The Irish authorities' efforts to adopt national strategies and actions plans to support those that have been excluded over many years have been recognised and include the:

- National Action Plan Against Racism 2023–2027 (NAPAR),
- National Traveller and Roma Inclusion Strategy 2024–2028 (NTRIS II),
- National Traveller Health Action Plan 2022–2027 (NTHAP),
- Traveller and Roma Education Strategy 2024–2030 (TRES),
- National LGBTIQ+ Inclusion Strategy II 2024–2028 (NLIS II),
- Cineáltas: Action Plan on Bullying
- Pathways to Work 2021–2025
- Roadmap for Social Inclusion 2020–2025

National Action Plan Against Racism

Ireland's National Action Plan Against Racism (NAPAR) was submitted to Government in March 2023 and launched on 21 March 2023, the UN International Day for the Elimination of Racial Discrimination. The plan will be implemented during the five-year period of 2023-2027. The NAPAR represents a national level, State-led, co-ordinated approach to eliminating racism in all its forms in Ireland. It is hoped that the actions will have a significant positive impact on all minority ethnic communities and faith-based groups in Ireland.

The Department of Justice, Home Affairs and Migration has committed to publishing an annual report capturing the implementation status of each action under the plan in consultation with Departmental representatives working in the area of human rights, equality and social inclusion.

The first report for 2024 was published in June 2024. The second iteration of the report for the year 2024 along with a data report on the impact of the NAPAR is expected to be published in 2025.

In September 2025, Officials from the Department of Justice, Home Affairs and Migration will be meeting with a wide range of Government Departments and public sector bodies on a bilateral basis to discuss overall progress on implementation of relevant actions under NAPAR, key challenges and opportunities and next steps.

The Ireland Against Racism Fund (IARF), launched in May 2023, and is an important element in supporting the implementation of the NAPAR. The overall objective of this fund is to provide funding for national and regional projects, as well as local initiatives, that aim to combat racism and foster racial equality and community cohesion. 57 projects amounting to €2.4 million have been funded under the scheme to date. A funding call for the 2025 IARF has recently closed and successful candidates will receive funding grants in the coming months.

Recent other projects funded under the IARF include:

- **The Irish Congress of Trade Unions (ICTU) 'Stronger Together' project**, which seeks to build awareness and offer

services which enhance trade union's ability to tackle racism in workplaces, trade unions themselves, and across wider society.

- **AkiDwA- Employment, Empowered (Phase 2): Immigration Systems Training for Employers**, which includes information on navigating the process of hiring migrants and relevant immigration stamp and work permits.
- **Business in the Community Ireland – EPIC (Employment of People from Immigrant Communities) Individual Job Seekers Supports**
- **Gorm Media DAC – The Wideshot Programme**, which aims to equip participants with multimedia and creative skills essential for a successful career in the digital media landscape.
- **Migrant Information Centre Ltd – Levelling Up**: Building the visibility and participation of vulnerable employment permit holders to combat labour market discrimination.

Racial Profiling in Policing

Racial profiling is not a feature of policing in Ireland and is not currently compatible with the human rights obligations of An Garda Síochána. The question of ethnicity in Garda interactions with the community is one which must be considered by An Garda Síochána in light of human rights principles on consent, privacy, data protection, non-discrimination and respect for the dignity of the individual.

LGBTI Equality

The Irish Government recognises that while significant advancements have been made in LGBTIQ+ equality in recent years, challenges remain, and there are new and emerging issues for the LGBTIQ+ community. The Irish Government is conscious of the need for targeted responses to directly address the continuing challenges faced by LGBTIQ+ people today.

The National LGBTIQ+ Inclusion Strategy II 2024 – 2028 (NLIS II) and its associated first two-year Action Plan (2025-2026) seek to address these challenges, providing a roadmap towards equality for LGBTIQ+ people in Ireland over the coming years. The Strategy seeks to provide a safe, fair, and inclusive Ireland where people are supported to live inclusive, healthy, and fulfilling lives, whatever their sexual orientation, gender identity or expression, or sex characteristics.

In relation to Recommendation 5, Paragraph 32)

The National LGBTIQ+ Inclusion Strategy II 2024 – 2028 (NLIS II) and its associated first 2-year Action Plan (2025-2026) were launched and published on 12 July 2025. The Strategy and Action Plan were shaped by reflections and learnings from the implementation of both the LGBTI+ National Youth Strategy (2018-2020) and the National LGBTI+ Inclusion Strategy (2019-2021). The Strategy is underpinned by human rights principles and is guided by Ireland's international human rights commitments.

Two separate consultation approaches were designed to inform the Strategy; one for participants aged 18 and over and a separate process involving children and young people (aged 13-18). The purpose of the consultation process was to draw together and present the views of LGBTIQ+ people and those who engage with LGBTIQ+ issues through their lived experience in a manner that would contribute most effectively to the development of the new Strategy.

The consultations availed of all opportunities to engage with and listen to intersectional voices. A series of targeted focus groups were held with transgender people, intersex

people, bisexual people, older people, migrants, people with disabilities, and representatives from the Traveller and Roma communities. Listening to these intersectional voices supported the Strategy in its approach of addressing the specific needs of the most marginalised LGBTIQ+ people in Ireland.

Funding for implementation of actions under the Strategy will be provided through the annual estimates process. The Estimates process is Dáil Éireann's method to withdraw funds from the Exchequer to meet Government spending obligations.

The Department of Children, Disability and Equality will have overall responsibility for oversight of the NLIS II. Reporting Government Departments will be required to give updates on implementation of actions under the Action Plans. An annual report on the implementation of the NLIS II will be published. The Minister for Children, Disability and Equality and the Steering Committee will actively communicate with the Oireachtas Committee and Senior Officials Groups to ensure accountability at senior level.

The Committee to oversee the Strategy will have a more strategic focus on critical issues. It will be chaired at Ministerial level in the Department of Children, Disability and Equality. Sub-committees will be formed as and when required. The sub-committees will focus on specific programmes of work and be action oriented.

In reference to **paragraph 27**, the Central Statistics Office piloted questions on sexual orientation and gender identity in 2024. The Census Advisory Group recommendations for Census 2027 are due to be reported later this year.

In relation to **paragraph 35**, the Programme for Government, '*Securing Ireland's Future*', contains a commitment to advance legislation to ban conversion practices. Given the complex and sensitive nature of the proposed legislation, the key policy principles that will underpin the legislation are being carefully considered. Work on drafting the General Scheme is ongoing.

Travellers and Roma

The Irish Government recognises that Travellers and Roma people are amongst the most marginalised and discriminated groups in Ireland, with members of both communities experiencing specific challenges across a range of areas including employment, health, accommodation, and education. The Irish Government is also conscious of the vulnerability of the Traveller and Roma communities in Ireland and the need for targeted responses to address the issues they face.

The National Traveller and Roma Inclusion Strategy 2024-2028 (NTRIS II), launched in July 2024, was developed to respond to the systemic challenges facing both communities. NTRIS II represents a whole of Government approach to ensuring and facilitating the full inclusion and active participation of the Traveller and Roma communities in Ireland's social, economic, cultural, and political life. Its purpose is to realise a safe, fair, and inclusive Ireland where Travellers and Roma are supported to lead inclusive, healthy, and fulfilling lives.

In reference to **Paragraphs 78 and 84 and Recommendation 13 (§ 85)**, NTRIS II is informed by a stronger outcomes-focused approach than its predecessor. It was developed in close consultation with Traveller and Roma organisations, and it incorporates a robust implementation structure with achievable actions and clearly defined key performance indicators. NTRIS II will be implemented across two 2-year Actions Plans to maintain a focus on delivery and outcomes.

A new Steering Committee has been established that includes Traveller and Roma representatives and will have a more strategic role than its predecessor in addressing issues that are critical to strategy delivery. To ensure high level political oversight, the Steering Committee will report regularly to the relevant Government Cabinet Committee, supported by the Senior Officials Group, as well as to the Oireachtas [Parliament] Committee on Children and Equality. This will assist the process of ensuring the necessary resources are secured by Departments in the annual Estimates process to enable NTRIS II actions to be implemented.

There is provision also for the close involvement of the Traveller and Roma communities as the new Strategy is implemented. There will be transparent public reporting on progress in delivering actions across all relevant Departments, State Agencies, and Traveller and Roma organisations, which will inform discussions held by the NTRIS II Steering Committee. The overall reporting and monitoring framework for NTRIS II will be supported by the publication of an annual report on progress.

NTRIS II provides for subcommittees in key thematic areas, including employment, education, and research, to provide guidance on the implementation of the Strategy and Action Plans relative to these areas and report accordingly to the NTRIS II Steering Committee. Membership of the subcommittees includes representatives from Traveller and Roma organisations and Government Departments and agencies. The Strategy will also provide for a new National Traveller and Roma Forum, to be held annually, which will further reinforce the Strategy's focus on promoting the inclusion and active participation of Travellers and Roma in the decision-making process.

In regard to **Paragraph 81**, employment and enterprise remain central elements of the new Strategy. A number of actions under the first Action Plan are currently underway, and further actions planned for commencement, including the Civil Service Traveller and Roma Placement (Internship) Programme, which will include a pathway to permanent employment in the Irish Civil Service; an expansion of the Special Initiative for Travellers (SIT) employment and training support service from seven to fourteen locations across the country, and; the Traveller Apprenticeship Incentivisation Programme (TAIP).

In reference to **ECRI Recommendation 14 (§ 87)**, funding is provided across a range of Government Departments and State Agencies to support and address the specific needs of the Traveller and Roma communities and to advance the objectives of the National Traveller and Roma Inclusion Strategy II 2024-2028 (NTRIS II), according to the individual responsibilities of each Department and Agency. Each Department is responsible for securing budgets in their respective areas of responsibility.

Funding for the implementation of actions under NTRIS II and for the support of local and national Traveller and Roma organisations is provided through the annual Estimates process each year. This funding is used to support local and national Traveller and Roma organisations and a range of programmes that address the disadvantage and economic and social exclusion faced by both communities. Some of the additional funding secured under Budget 2025 will target cost of living pressures faced by the different organisations while resources will also be made available for new actions under the NTRIS II Action Plan 2024 – 2026, especially in relation to the priority area of Traveller and Roma employment.

In addition, under the Dormant Account Fund Action Plan for 2025, funding of €1.795 million was allocated for 2025 to advance Traveller and/or Roma community initiatives (of which €1.34 million is allocated through the Traveller and Roma Policy team in the Department of Children, Disability, and Equality, which has overall responsibility for the oversight and implementation of NTRIS II).

In addition to the funding provided under NTRIS II, the Strategy is closely aligned with a range of other Government strategies developed to address key areas of concern for the Traveller and Roma communities, including the:

- Traveller and Roma Education Strategy 2024-2030 (TRES),
- National Traveller Health Action Plan 2022-2027 (NTHAP),
- National Action Plan Against Racism 2023-2027 (NAPAR).

Secrétariat de l'ECRI
Direction générale de la Démocratie
Conseil de l'Europe
Tel.: +33 (0) 3 90 21 46 62
E-mail: ecri@coe.int

www.coe.int/ecri

 [@ECRI_CoE](https://twitter.com/ECRI_CoE)

www.coe.int

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) est une instance unique de suivi dans le domaine des droits de l'homme, spécialisée dans les questions de lutte contre le racisme, la discrimination (au motif de la « race », de l'origine ethnique/nationale, de la couleur, de la nationalité, de la religion, de la langue, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre), la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance en Europe; elle élabore des rapports et formule des recommandations aux Etats membres.